

Un an après l'explosion de joie du 10 mai, aujourd'hui c'est l'inquiétude et la déception parmi les travailleurs :

- parce que la gauche a reculé aux cantonales et que la droite relève la tête ;
- parce que la division entre les syndicats continue avec le 1<sup>er</sup> Mai ;
- parce que le gouvernement est incapable d'en finir avec le chômage, qu'il recule devant les exigences des patrons, et renie ses promesses.

★ ★ ★

La droite prépare sa revanche : les patrons, les flics descendent dans la rue. Elle pousse les paysans, les cadres, les routiers à se mobiliser contre le gouvernement. Pour défendre l'école libre ou combattre l'avortement, toutes les forces de droite s'unissent.

Dans cette situation, une grande manifestation unitaire des syndicats et des partis était possible et nécessaire le 1<sup>er</sup> Mai. Rien ne saurait justifier une division lamentable qui ne profite qu'au patronat :

— il y a un mois, la CGT a d'abord dit non à l'unité d'action avec la CFDT, le 1<sup>er</sup> Mai. Motif : le « recentrage » d'Edmond Maire... Au dernier moment, elle a changé d'avis en acceptant l'idée d'une manifestation unitaire ;

— la CFDT a alors pris prétexte de la Pologne pour refuser à son tour l'unité d'action.

C'est inadmissible : le refus de la CGT d'exiger la libération des syndicalistes polonais emprisonnés est scandaleux. Mais s'en servir pour refuser une manifestation commune, c'est une grossière manœuvre de division. Rien n'empêchait la CFDT de manifester en défendant ses propres mots d'ordre. Si elle ne l'a pas fait, c'est qu'en fait elle ne voulait pas d'unité le 1<sup>er</sup> Mai.

Les travailleurs en ont ras le bol de ces querelles de boutiques, dont ils sont les premiers à faire les frais. Ils veulent l'unité d'action dans la rue, mais aussi dans les entreprises et dans les luttes.

★ ★ ★

A Renault-Flins, à Citroën-Aulnay, à Neyrpic, aux HCL de Lyon, c'est la même exigence d'unité d'action pour faire aboutir les revendications.

Chaque fois que le CNPF ou l'opposition poussent un coup de gueule, le gouvernement recule :

— il reporte ses promesses sur l'école laïque. Résultat, nos impôts serviront encore pour l'enseignement patronal et clérical ;

— il reporte ses promesses sur les 35 heures : la durée légale du travail ne sera plus réduite jusqu'en 1984 !

— il fait un cadeau de 11 milliards aux patrons sur la taxe professionnelle, en plus de 28 milliards de « subventions » et des 45 milliards d'indemnités pour les nationalisations. Sans compter qu'il laisse se creuser le trou de la Sécurité sociale en réduisant les cotisations patronales.

Le Parti communiste proteste. Mais il reste entièrement solidaire du gouvernement. Dans ces conditions, beaucoup de gens commencent à se dire : « Avec cette politique-là, non seulement ils ne viendront pas à bout du chômage, mais ils vont permettre à la droite de revenir au gouvernement. »

Ils ont raison. Il faut une autre politique : au lieu de faire des cadeaux aux capitalistes pour chercher à gagner leur « confiance » et les convaincre d'embaucher, il faut imposer la réduction réelle du temps de travail, interdire les licenciements, ouvrir les livres de comptes des patrons, prendre l'argent là où il est, nationaliser ceux qui sabotent.

★ ★ ★

En Amérique centrale, des peuples se sont soulevés contre les dictatures sanglantes soutenues par l'impérialisme américain. Le 1<sup>er</sup> Mai, nous devons être à leurs côtés.

En Pologne, Solidarnosc, avec ses dix millions d'adhérents, porte l'espoir d'un socialisme démocratique que la répression militaire de Jaruzelski n'a pas réussi à tuer.

Solidarité avec les travailleurs polonais !  
Levée immédiate de l'état de siège, libération des syndicalistes emprisonnés !

★ ★ ★

Travailleuses, travailleurs, vous ne pouvez pas laisser les choses continuer comme cela dans ce pays sans réagir. Faites entendre votre voix !

Vous, qui refusez aussi bien la division que les cadeaux aux patrons, vous qui êtes aussi bien solidaires des travailleurs du Salvador que des travailleurs polonais, dites-le avec la LCR.

M 1578 N° 1014 5F

du 30 avril au 6 mai 82

# Rouge

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV<sup>e</sup> Internationale)

## LE 1<sup>er</sup> MAI AVEC LA LCR

### DITES :

➤ Non aux cadeaux pour les patrons

➤ Oui à l'unité d'action non à la division

➤ Solidarité avec les travailleurs de Pologne et du Salvador

La semaine prochaine Rouge N° spécial

Un an  
après la défaite de Giscard  
**LE BILAN**

# CONTRE LA DROITE ET LES PATRONS

## UNE CHRONOLOGIE EDIFIANTE

- Début mars : l'URP CFDT envoie une lettre à CGT, CFTC, FEN, FO, CGC, leur proposant d'examiner « les conditions de préparation du 1<sup>er</sup> Mai 1982 ».
- Le 9 mars, la droite mobilise pour les obsèques de Lucet à Fontainebleau.
- FO répond à la CFDT : pas de manifestation unitaire le 1<sup>er</sup> Mai.
- La CGT ne donne aucune réponse. Mais le 21 mars, l'URIF CGT dénonce les responsabilités de la CFDT dans l'« état de désunion » parce qu'elle vise à « une gestion de gauche de la crise ».
- 21 mars : la droite remporte une majorité de sièges aux élections cantonales.
- 23 mars : 100 000 paysans manifestent à Paris, à l'initiative de la très réactionnaire FNSEA, et avec le soutien de la droite.
- 24 mars : l'URIF CGT appelle à une manifestation à l'initiative de la CGT seule, place de la République.
- 26 mars : grève des internes et des chefs de clinique de CHU.
- 29 mars : journée d'action des transporteurs routiers. Barrages de routes.
- 1<sup>er</sup> avril : *Le Monde* annonce que la CFDT appellera à manifester seule place de la Bastille à Paris.
- 2 avril : manifestation nationale des internes et des chefs de clinique.
- 3 avril : manifestation de cadres de la CGC à Bordeaux.
- 3 avril : Bergeron déclare : « *Nous nous battons au couteau avec la CGT* », à propos de la Sécurité sociale.
- Début avril : le PS, échaudé par les cantonales, fait des démarches pour un 1<sup>er</sup> Mai unitaire, en appui au gouvernement.
- A Flins, après une semaine de grève des OS, devant la division syndicale et les flottements dans la conduite du conflit se crée un comité de grève.
- 8 avril : le gouvernement ajourne l'abrogation de la loi Peyrefitte.
- 14 avril : dans une interview au *Pélerin*, Delors dénonce la « division » et le « corporatisme » des syndicats, qui préparent le retour de la droite.
- 15 avril : Defferre annonce que 18 usines ont été évacuées par la police en un mois.
- 16 avril : Mauroy comble Gattaz de cadeaux pour les patrons (allègement de la taxe professionnelle, gel des cotisations patronales à la Sécurité sociale, aucune nouvelle réduction de la durée légale du travail jusqu'en 1984). Le PCF proteste, mais reste solidaire.
- Le 16 avril : comité central du PCF. *L'Huma* annoncera (a posteriori) qu'il a pris position pour un 1<sup>er</sup> Mai unitaire.
- 20 avril : Marchais proclame le réalisme du PCF : « *Nous ne voulons pas tout tout de suite.* »
- 21 avril : à Neyrpic après 15 jours de grève unitaire et massive avec occupation, la direction recule.
- 21 avril : rencontre au sommet CGT, CFDT, FEN, PC et PS. Un texte proposé par le PS et le PC, qui donne un coup de chapeau à l'action gouvernementale, reçoit l'aval de la FEN et de la CGT. La CFDT refuse de signer et pose en préalable la demande de libération des militants polonais emprisonnés, le refus de tout soutien au gouvernement et le refus de coorganiser avec les partis le 1<sup>er</sup> Mai.
- Dans sept départements (Orne, Haute-Loire, Haute-Garonne, Loiret, Creuse, Indre-et-Loire) CGT, CFDT et FEN appellent en commun au 1<sup>er</sup> Mai, soutenus par le PS et le PC.
- 24 avril : la droite rassemble 100 000 personnes pour la défense de l'école privée en présence de Pons du RPR, de madame Giscard, de monseigneur Lustiger, à Pantin.
- Le même jour, des groupes de droite et fascistes annoncent une manifestation le 15 mai contre le remboursement de l'avortement.
- Lundi 26 avril : la rupture de l'unité syndicale est définitive. La CFDT a multiplié les préalables. La FEN laisse à ses adhérents la liberté de manifester où ils veulent.
- 26 avril : les UL CFDT et CGT de Roubaix-Tourcoing, la FEN des mêmes villes appellent ensemble au 1<sup>er</sup> Mai, soutenues par le PC et le PS. La banderole de tête sera « CGT, CFDT, FEN, tous unis pour nos revendications ».
- 28 avril : manifestation unitaire CGT, CFDT, PS, PC en soutien aux grévistes de Citroën.

## Le 1<sup>er</sup> Mai, l'unité c'était possible et nécessaire

**D**U 21 au 26 avril, une chance a été gâchée. Une grande manifestation unitaire des syndicats et des partis ouvriers était possible le 1<sup>er</sup> Mai. La division l'a finalement emporté.

### Pourquoi le PS et la FEN ont poussé à une manifestation unitaire

Le PS vise deux objectifs complémentaires, d'une part, remobiliser un électorat défaillant pour assurer un « soutien populaire » à la politique du gouvernement. Comme cette politique s'oriente de plus en plus vers une gestion de l'austérité et des concessions mirifiques au patronat, et qu'il sait très difficile de la faire passer dans la classe ouvrière sans un mouvement syndical uni qui la cautionne, il pousse la CGT et la CFDT à surmonter leurs divisions. L'interview de Delors au *Pélerin* est — de ce point de vue — lumineuse.

Dans l'éditorial de *l'Ecole libératrice*, Guy Georges, dirigeant du SNI (le plus gros syndicat de la FEN), commente favorablement cette interview : « *Une des principales faiblesses d'un gouvernement de gauche c'est la division syndicale ; c'est l'absence d'un interlocuteur représentatif à l'abri des pulsions et de la surenchère* » (sic !) Il ajoute même : « *Difficile d'invoquer l'indépendance...* »

### Pourquoi la CGT et le PC ont tourné sur le 1<sup>er</sup> Mai

On aurait tort de voir là une simple manœuvre ponctuelle visant à mettre en difficulté la CFDT en l'opposant au PS. Cette intention était bien sûr présente. Mais il faut voir au-delà. Après les cantonales, le PC a amorcé un virage « réaliste » en se déclarant prêt à assumer la solidarité gouvernementale y compris sur des « mesures impopulaires ». La CGT a maintenu jusqu'ici contre vents et marées une politique de division acharnée. Mais cette politique n'est pas sans conséquences : les effec-

tifs des syndicats continuent à baisser après le 10 mai, et ceux de la CGT connaissent une baisse vertigineuse (dont les chiffres officiels ne donnent qu'une faible idée). Cela affaiblit l'autorité des syndicats et leurs capacités de contrôle sur les luttes (cf. Flins).

La direction de la CGT peut donc s'interroger sur l'efficacité de cette politique et envisager de la remplacer par une orientation « unitaire » de sommet, qui allierait un soutien sans faille au gouvernement avec une volonté farouche de limiter tout débordement. C'est dans cet esprit que fut signé l'accord CGT-CFDT de juin 1974 (par lequel les deux appareils confédéraux tombèrent d'accord pour exorciser leur peur face à la grève de LIP).

Il n'est pas certain qu'on assiste à court terme à un grand virage unitaire. Ce qui est sûr, par contre, c'est que cette question est d'ores et déjà discutée par la direction CGT et qu'elle pose des jalons pour l'avenir.

### Pourquoi la CFDT est restée ferme sur sa politique de division

Edmond Maire a maintenu le cap, malgré les pressions du PS. Il n'est pas contre une unité bureaucratique de sommet. Il y souscrirait dès demain si se développait un mouvement social important : pour le canaliser et freiner.

Mais il pense que dans l'immédiat la situation n'est pas telle qu'il soit contraint de le faire, et que la division profite à la CFDT au détriment de la CGT. C'est pourquoi l'orientation confédérale combine aujourd'hui une bataille ouverte pour l'acceptation de l'austérité au nom des « nouvelles solidarités », et une politique de division maintenue. Maire s'y tient fermement, quitte à s'opposer au PS et aux autres syndicats, voire à la majorité des adhérents de sa propre confédération.

C'est sans aucun doute une tactique assez savante de démobilitation des travailleurs. Mais, du point de

vue même de la direction CFDT, elle comporte de gros risques dans une situation de combativité montante, et non de calme social. Dans de nombreux départements, les dirigeants de la CFDT ont été mis en difficulté devant les travailleurs sur la question de l'unité. Et le fait même qu'elle ait été obligée de reprendre les négociations le lundi 26, alors qu'elle n'avait aucune intention de les faire aboutir, montre que la pression unitaire existe.

### Une occasion à saisir pour les syndicalistes lutte de classe et unitaires

Ce que voulaient PS et PC c'était une grande manifestation populaire de soutien au gouvernement. Ce qu'ont compris à la base beaucoup de militants ouvriers, c'est qu'une chance leur était offerte de renouer des liens unitaires. Leur souci à eux c'était de recomposer une force unitaire permanente pour leurs revendications, pour des mesures anticapitalistes, contre l'offensive de la droite et du CNPF.

Ce déblocage par le haut d'une démarche unitaire a été vu comme une brèche dans la division entretenue depuis 1978. Cela, beaucoup de syndicalistes l'ont compris et ont réagi rapidement : en s'appuyant là-dessus pour proposer des intersyndicales, des plates-formes revendicatives communes, des assemblées de syndiqués.

Au-delà des manœuvres cyniques, au-delà des arrière-pensées et des projets des bureaucrates qu'il faut combattre, il y a une aspiration des travailleurs à l'unité de combat contre la droite. Elle apparaît dans toutes les luttes : à Citroën, où le 28 avril s'est déroulée une manifestation unitaire CGT, CFDT, PS, PC dans la ville. A Flins, où le comité de grève est vécu par les travailleurs à la fois comme une garantie d'unité et de contrôle sur leur propre lutte.

L'unité d'action, il faudra l'imposer : pour la défense intransigeante des revendications.

Félix Loursou

## Le débat sur l'unité d'action rebondit

**Q**UAND on dit noir un jour et blanc le lendemain, quelle est la position juste pour le surlendemain ? Hier, tous ceux qui parlaient d'unité avec la CFDT se voyaient accusés d'être des complices du « recentrage ». Hier, la VO publiait une table ronde pour le 41<sup>e</sup> Congrès où des militants combattaient violemment l'idée qu'il « faut savoir être unitaire pour deux ». Hier, la CGT dénonçait les sections CFDT qui défendaient des positions lutte de classes en les accusant de « double langage », a fortiori quand elles avaient l'audace d'avancer les mêmes revendications que la CGT (comme aux HCL de Lyon). Hier, la

CGT parisienne expliquait : impossible de faire une manifestation commune avec un syndicat dont les dirigeants veulent « gérer la crise ».

Aujourd'hui, la CGT fait campagne pour que se réalise « l'unité sans préalables » dans la rue le 1<sup>er</sup> Mai.

Est-ce la situation qui a changé, ou bien est-ce l'orientation confédérale ? On verra quelles seront les explications officielles. Quoi qu'il en soit il sera plus difficile à l'avenir d'expliquer : Oui à l'unité dans la rue ! Non à l'unité dans les entreprises !

Beaucoup de militants « unitaires »

profiteront de l'occasion pour relancer le débat sur l'unité, mais aussi sur le contenu de cette unité.

A l'usine SAB d'Amiens, la section CGT fait l'unité avec la CGC pour signer un contrat de « solidarité » qui échange une réduction d'horaire contre des pertes de salaires. A l'UAP, (Paris) la CGT signe (là encore avec la CGC) un accord qui échange 2000 départs en retraite anticipée contre les embauches de personnel à statut précaire, sans garantie réelle d'emploi, avec une réduction globale d'effectifs de 120 à 150 personnes.

Il y a problème sur le contenu de l'unité. C'est de cela aussi qu'il faut discuter.

# IMPOSER L'UNITÉ D'ACTION

## Dans les villes et les entreprises : le refus de la division

**D**ANS beaucoup de villes et d'entreprises, la préparation du 1<sup>er</sup> Mai a donné lieu à de nombreux débats, surtout dans la deuxième quinzaine d'avril.

Si la division a finalement persisté à Paris, par contre, dans une série de villes de province, elle a pu être surmontée. Et des défilés unitaires auront lieu avec la CGT, la CFDT, la FEN, le PS, le PC et l'extrême gauche.

Chez les militants de la CFDT, les réactions hostiles à la position confédérale de refus d'unité d'action ont été nombreuses, comme en témoignent les exemples cités ci-dessous.

Toutefois, on constate qu'une série d'équipes syndicales qui critiquent habituellement la confédération sur sa gauche (comme dans le Rhône par exemple) ont maintenu des préalables à l'unité d'action, par réaction au caractère manœuvrier et soudain du tournant de la CGT.

Du côté des forces d'extrême gauche, les positions sont diverses. Pour Lutte ouvrière, que le 1<sup>er</sup> Mai soit unitaire ou pas, cela ne change rien pour les travailleurs : « L'un des pôles de la politique syndicale est le soutien au gouvernement, peut-on lire dans l'éditorial de « Lutte ouvrière », l'autre la guerre que les centrales se livrent entre elles. (...) Et le 1<sup>er</sup> Mai 1982 a toutes les chances de tomber dans le ridicule de l'un de ces deux pôles (...) dans les deux cas, ce ne sont pas les intérêts des travailleurs qui seront pris en compte. »

Pour le PCI (ex-OCI), la question de l'unité demeure centrale après le 10 mai, dans ses textes de congrès. Mais elle cesse parfois de l'être dans la vie. Le PCI n'a mené aucune bataille pour une manifestation unitaire le 1<sup>er</sup> Mai. Et dans FO, ses militants n'ont pas réagi aux propos de Bergeron refusant par principe toute unité d'action avec la CGT et le PCF.

### LE CONGRES DE L'UD CFDT 92

Constatant « l'offensive de la droite et des patrons, dans une situation où l'on voit les adversaires du changement manifester dans la rue », constatant, d'autre part, que « pas une seule grande manifestation unitaire des partis et des syndicats ouvriers n'a été organisée depuis le 10 mai », l'UD CFDT se prononce pour un 1<sup>er</sup> Mai unitaire.

« Sans pour autant être des points d'appui gouvernementaux, les organisations syndicales doivent unitairement, massivement démontrer que le 10 mai 1981 a été et reste la victoire des travailleurs. »

« La situation sociale appelle un rassemblement puissant et l'unité, afin que la véritable majorité, celle du monde du travail, s'exprime dans la rue et signifie à la droite et au patronat qu'elle ne les laissera pas faire et manœuvrer librement. »

« Il ne saurait y avoir d'autre préalable à l'unité d'action que celui de la satisfaction des revendications et des aspirations des travailleurs. »

### CFDT-PTT PARIS 10

Le 22 avril 1982, le bureau de notre section syndicale a tenu une réunion exceptionnelle pour étudier la situation provoquée par le refus de la direction de la CFDT de manifester unitairement avec la CGT, la FEN, le PS et le PCF.

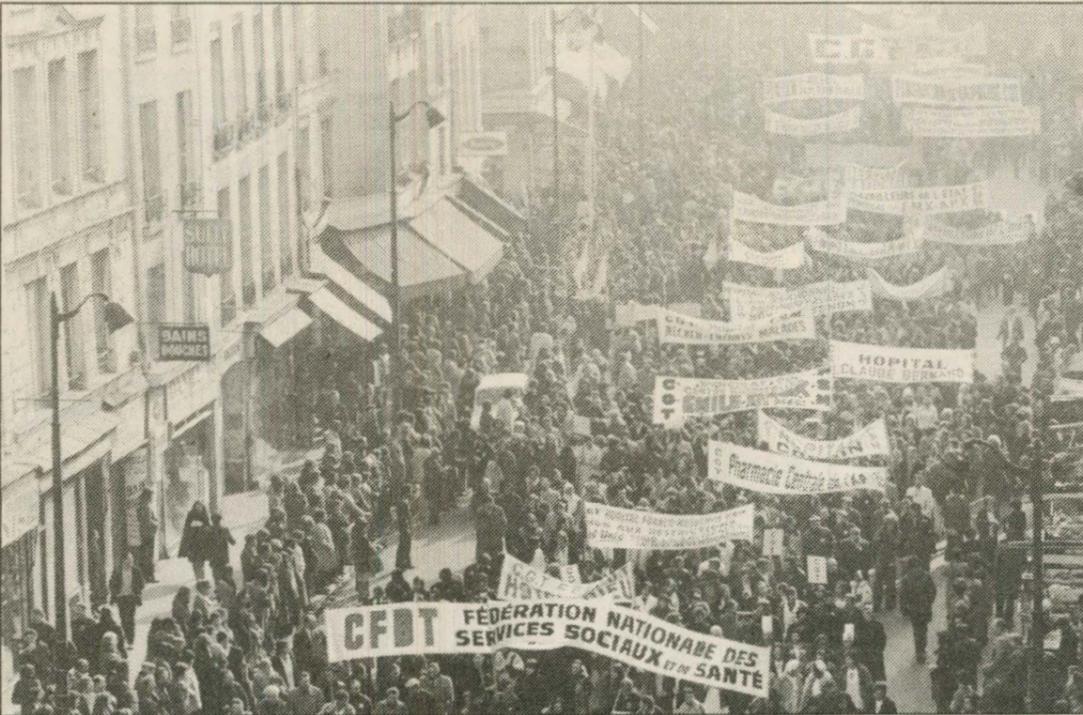
Notre section syndicale s'est toujours battue pour l'unité d'action. Généralement, nos camarades de la CGT refusaient cette unité. Aujourd'hui, la CGT change de cap et déclare, à l'inverse d'hier, que l'unité d'action avec la CFDT est possible et souhaitable.

Nous devons nous saisir de cette occasion.

Et notre section prend position publiquement pour une manifestation unitaire le 1<sup>er</sup> Mai, et propose immédiatement la tenue d'une réunion intersyndicale.

Soyons clairs : oui, l'unité d'action est possible et nécessaire pour le 1<sup>er</sup> Mai.

Mais elle est donc possible et nécessaire dans toutes les autres luttes de la classe ouvrière. A tout moment nous le rappellerons, rafraîchissant ainsi la mémoire de ceux qui oublient vite.



Notre section déclare solennellement et publiquement être en désaccord profond avec la décision anti-unitaire de la direction de la CFDT.

A tous les niveaux, nous interviendrons dans la CFDT pour faire changer la décision de notre confédération.

- En avant, pour un 1<sup>er</sup> Mai unitaire ;
- Pour un 1<sup>er</sup> Mai massif et militant ;
- Pour la satisfaction de nos revendications ;
- Pour la concrétisation du changement ;
- Contre la droite et le patronat ;
- Pour la solidarité internationale des travailleuses et des travailleurs ;
- Pour un syndicalisme libre et démocratique dans tous les pays du monde.

Nous sommes persuadés que nombreuses et nombreux seront les militants et militants de la CFDT, nombreuses les structures de la CFDT qui interviendront pour faire changer la décision de la direction de la CFDT.

Le 1<sup>er</sup> Mai sera unitaire, battant et militant, si nous en prenons toutes et tous les moyens.

Déclaration du bureau de la section CFDT de Paris 10 PTT Postaux Paris  
Le 22 avril 1982.

### BORDEAUX : Communiqué commun PS-LCR

Les fédérations de la Gironde du Parti socialiste et de la Ligue communiste révolutionnaire indiquent notamment :

« Le 1<sup>er</sup> Mai en 1982 ne doit pas être un 1<sup>er</sup> Mai de division. Face à l'arrogance de la droite et des patrons, il doit être au contraire pour nous l'occasion de montrer notre force et notre unité dans la rue, et de manifester tous ensemble notre volonté : de faire barrage à la droite, de briser la résistance du patronat, de voir nos revendications satisfaites, de voir le changement passer dans les faits. »

« Aucun prétexte, aucun préalable, aucune divergence ne saurait justifier un refus de manifester en commun. Ne laissons pas la division se préparer à Bordeaux où deux cortèges seraient pour nous inacceptables. Il doit y avoir un 1<sup>er</sup> Mai unitaire avec une seule manifestation. »

« C'est pourquoi les organisations signataires, PS et LCR, appellent à

tout faire pour qu'une telle manifestation unitaire ait lieu à Bordeaux. »  
Paru dans « Sud-Ouest »  
du 24 avril

### PERPIGNAN

Unité dans la rue  
avec Bella

A Perpignan, l'union départementale CFDT avait proposé l'unité pour le 1<sup>er</sup> Mai. La CGT a répondu en quelques lignes que c'était impossible vu les désaccords existant au plan national.

La CFDT a alors porté publiquement le débat devant les travailleurs par une « lettre ouverte » expliquant ses positions et le refus de la CGT.

Finalement la CGT a pris le tournant, et l'on va vers une manifestation unitaire.

Les travailleurs de Bella, en lutte depuis de longs mois, avaient dit : « S'il n'y a pas d'unité le 1<sup>er</sup> Mai, nous n'y participerons pas ». L'unité s'est finalement réalisée. Les Bella défilèrent en bonne place dans le cortège.

### DANS LE NORD L'unité réalisée

Dans le Nord, la raison de l'unité a été la plus forte. Dans les unions locales de Roubaix et Tourcoing, la CGT, la CFDT et la FEN ont décidé de manifester unitairement. Ils ont pris comme base le texte national auquel ils ont apporté quelques modifications soulignant les revendications, particulièrement la réduction du temps de travail avec le maintien des avantages acquis. Les cortèges des deux UL partiront d'un point commun : une boîte qui a été en grève récemment, la fabrique de tapis Beaulieu. La banderole de tête portera le slogan « Tous unis pour nos revendications ». Dans les deux cas, la manifestation est soutenue par le PS, le PC, le PSU, la CSCV, la CNL. La LCR appelle également et un appel commun LCR-PSU est en discussion.

### GERARDMER L'unité en dansant

Dans cette ville, un bal populaire sera organisé en commun le jour de la Fête du travail par la CGT et la CFDT. Qu'on se le dise !

### FOUGERES

Pour un 1<sup>er</sup> Mai  
unitaire

Une manifestation unitaire aura lieu à Fougères, appelée par la CGT, la FEN, le PS, le PC et la LCR... sans la CFDT qui a refusé de signer l'appel local.

### A PARIS

La LCR manifesterà place de la République où appelle la CGT.

Elle enverra une délégation au rassemblement de la CFDT place de la Bastille et distribuera un tract aux deux initiatives.



# Six mauvais arguments contre l'unité d'action le 1<sup>er</sup> Mai

**Comment faire taire la droite ? Comment faire avancer le changement résolument ? Ces questions, les militants CFDT se les posent dans les entreprises comme tous les travailleurs. L'unité d'action et la mobilisation sont au centre des discussions. Si, dans les luttes locales, l'unité est très souvent réalisée elle est loin de l'être nationalement. La volonté de la direction CFDT de ne plus considérer la CGT comme partenaire privilégié inquiète les militants qui, nombreux, refusent cette réorientation et craignent un changement d'alliance. Avec espoir, ils ont cru un moment qu'un pas unitaire allait être fait pour le 1<sup>er</sup> Mai. E. Maire s'est appliqué à les décevoir. Tous les arguments, même les plus contradictoires avec la ligne confédérale actuelle, ont été utilisés. Aucun ne résiste face à la nécessité de la mobilisation unitaire.**

**1) La CGT refusait de réclamer la libération des syndicalistes polonais emprisonnés. La CFDT ne pouvait pas faire de compromis là-dessus.**

La position que défend la CGT sur la Pologne depuis six mois tourne le dos à la solidarité de classe. Et c'est pourquoi un très grand nombre de militants CGT s'y sont publiquement opposés. Si la CFDT était vraiment guidée par le seul souci de défendre les travailleurs polonais, le moyen le plus efficace de le faire aurait sans aucun doute été de mettre en bonne place dans les mots d'ordre de son cortège la **solidarité avec Solidarnosc**, pour laquelle tant de militants CGT se sont battus malgré leur direction.

On voit mal en quoi un « rassemblement-fête » squelettique, place de la Bastille, dans un climat général d'écœurement et de division, peut constituer une aide qualitativement supérieure pour les travailleurs polonais à un cortège militant dans une manifestation de masse, où beaucoup de travailleurs auraient été réceptifs.

En fait, face à la remontée de la droite et aux attaques du CNPF, **une grande manifestation unitaire était une nécessité impérieuse**, ressentie par beaucoup de travailleurs. Voilà la réalité qu'escamote Edmond Maire. Dans ce contexte, faire d'un accord sur la Pologne (que tout le monde savait impossible) un **préalable** à toute unité d'action, c'était en fait s'en servir comme **prétexte** pour ne pas organiser une manifestation commune qu'on était de toute façon décidé par avance à refuser.

**2) A quoi bon une manifestation commune le 1<sup>er</sup> Mai, si c'est une unité sans lendemain ?**

Forger une unité d'action qui se prolonge au-delà du 1<sup>er</sup> Mai

est un souci légitime. Il est partagé par beaucoup de militants CFDT qui ont vu d'un œil soupçonneux les responsables CGT de leur entreprise passer sans transition de l'invective sectaire aux grands trémolos unitaires.

Mais poser en préalable à toute manifestation commune un engagement écrit à poursuivre l'unité d'action dans les entreprises, c'est dans le meilleur des cas une naïveté, dans le pire une entourloupe.

C'est une naïveté — si ce

se à l'avenir, c'est encore de commencer à la pratiquer dans les faits. Il est dix fois plus facile de s'appuyer sur l'expérience vécue d'une mobilisation unitaire pour proposer systématiquement de la prolonger par des intersyndicales, des assemblées unitaires de syndiqués, voire des comités d'unité d'action ou des comités de grève dans les luttes. Et l'on peut être sûr, dans une telle bataille, d'avoir les travailleurs de son côté. Par contre, l'expérience d'une division organisée « au nom de l'unité future » ne pourra que renforcer le discrédit de tous les syndicats aux yeux des travailleurs.

**3) Le 1<sup>er</sup> Mai doit rester une manifestation syndicale. Les partis n'ont pas à s'en mêler**

On trouvait d'habitude ce type d'arguments dans la bouche de Bergeron. La tradition de la CFDT était plutôt d'expliquer qu'entre

**4) Le 1<sup>er</sup> Mai que voulaient le PS et le PC, c'était en fait une manifestation de soutien au gouvernement. C'était une remise en cause de l'indépendance syndicale.**

Remarquons d'abord que cet argument ne manque pas de sel dans la bouche de ceux qui ont défendu l'ordonnance gouvernementale sur les 39 heures contre la grande majorité des travailleurs et des syndiqués qui refusaient toute amputation de salaire ! En fait, c'est au nom de « l'indépendance » qu'ils cautionnent et appuient les mesures du gouvernement qui vont dans le sens d'une austérité renforcée pour les travailleurs. Et s'ils se démarquent du gouvernement, c'est en lui reprochant de n'aller pas encore assez loin dans cette voie...

Mais on retrouve aussi cet argument chez des militants CFDT hostiles au « recentrage ». Ils af-

tible de relancer une dynamique de mobilisation unitaire dans les entreprises. Dans ce cadre, rien n'empêchait les militants de la CFDT de marquer concrètement leur volonté d'indépendance par les mots d'ordre mis en avant. Rien n'empêchait non plus la CFDT — si elle jugeait le texte d'appel insignifiant — d'appeler à manifester au même endroit sur ses propres bases, en expliquant ses positions par tracts, affiches, banderoles, etc.

**5) La situation politique en France n'est pas telle qu'elle impose aux syndicats de surmonter leurs divergences pour réaliser à tout prix une manifestation unitaire.**

Avec cet argument, défendu publiquement par Edmond Maire, on touche finalement au fond du débat. La direction de la CFDT minimise délibérément l'offensive de la bourgeoisie. Elle réduit la remontée de la droite aux cantonales à une péripétie électorale qui ne concerne pas directement le mouvement syndical. Elle considère qu'il ne faut pas exagérer l'hostilité du patronat, dont l'attitude serait « plus différenciée » selon les secteurs.

En fait, derrière cette « analyse » transparait une orientation politique qui vise à rechercher systématiquement le « consensus » avec tout ou partie du patronat. Et cette orientation va de pair avec une volonté de ne pas pousser trop loin le bouchon de la mobilisation des travailleurs. D'où le choix délibéré de préférer un rassemblement symbolique à une relance de la dynamique unitaire par une manifestation de masse.

**6) L'unité doit se faire dans la clarté. Mieux vaut la division que l'unité dans la confusion.**

Ce raisonnement est exactement le même que celui de Kraskucki. Il consiste à dire : « Tant que nous ne serons pas d'accord sur tout, rien ne sera possible en commun. » Au lieu de rechercher systématiquement l'unité d'action sur toute initiative qui permette aux travailleurs de faire un pas en avant dans l'action, (tout en continuant à mener le débat sur les divergences), cela revient en pratique à **prendre prétexte des divergences pour freiner l'action** (avec en filigrane une conception parfaitement monolithique du syndicalisme). Résultat : beaucoup de travailleurs qui auraient participé à un 1<sup>er</sup> Mai unitaire préféreront aller à la pêche, parce qu'ils seront écœurés par la division.

Remarquons enfin que, si la CFDT voulait l'« **unité dans la clarté** », le meilleur moyen était de porter les débats devant les travailleurs. Au lieu de cela, on leur a imposé une semaine de négociations et de tractations dont rien n'a filtré. Une fois de plus, ils sont restés en position de spectateurs face à des discussions de sommet dont ils ne savaient rien et dans lesquelles on ne leur a pas donné les moyens d'intervenir.

F. L.



préalable est accepté — de croire que quelques phrases sur du papier puissent constituer dans ce domaine une quelconque garantie pour l'avenir.

Par contre, c'est une énorme entourloupe — s'il est refusé — de rompre sur cette question. Cela revient en fait à **préférer la polémique sur l'unité pour après-demain à la réalisation concrète de l'unité d'action pour aujourd'hui !**

En fait, la meilleure garantie pour que l'unité d'action se réali-

partis et syndicats il y avait des différences de fonctions, mais qu'il pouvait y avoir **convergence dans l'action**.

L'« apolitisme » syndical est-il une des ultimes conséquences du tournant de 1978 de la direction confédérale ?

La droite, elle, ne s'embarrasse pas de ces distinguos hypocrites. Elle raisonne en termes de rapports de forces. Et c'est pour quoi on retrouve le RPR et l'UDF plus ou moins impliqués dans toutes les mobilisations catégorielles qu'elle a encouragées depuis le 10 mai.

En fait, la seule question intéressante est de savoir si une manifestation rassemblant les syndicats et les partis de la classe ouvrière le 1<sup>er</sup> Mai pouvait mobiliser plus de monde contre la droite qu'une stricte manifestation syndicale. La réponse est, évidemment, oui. Manifestation des syndicats et des partis ou manifestation des syndicats appuyée par les partis ? C'était ensuite un problème parfaitement subalterne.

firmant que la CFDT n'avait pas à signer un texte qui donne un satisfecit à la politique gouvernementale en affirmant « *la volonté de voir se poursuivre et se développer les grandes réformes rendues possibles par le 10 mai* ».

Problème évident et sérieux. Il suffit d'écouter Delors pour s'en rendre compte : quand il critique la division syndicale c'est parce qu'il voudrait que les syndicats s'unissent pour limiter les grèves et inciter les travailleurs à accepter les « sacrifices » décidés par le gouvernement.

Que les syndicats défendent jalousement leur indépendance et leur liberté d'action face au gouvernement est donc plus que jamais **une nécessité absolue**. Mais l'indépendance réelle de la classe ouvrière ne se mesure pas au nombre de déclarations de principe de ses dirigeants, mais à sa capacité pratique de se mobiliser pour la défense intransigeante de ses revendications et de ses intérêts.

C'est pourquoi, de ce strict point de vue, il fallait d'abord encourager toute initiative suscep-

## citations

« La situation intérieure ne justifie pas que les syndicats et les partis de gauche passent outre les divergences pour organiser à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai une grande mobilisation populaire. (Bobichon, responsable parisien de la CFDT le soir du 26 avril) »

« Ce n'est pas parce que la gauche a subi un échec aux cantonales qu'il faut que les forces populaires soient sur la défensive et gomment leur identité. (Le même, au Matin) »



# LA TOURNEE DES MEETINGS DE LA LCR

## • Beauvais : un succès

Préparé de longue date, le meeting avec A. Krivine organisé à Beauvais fut un succès à tous les niveaux. A 21 h, plus de 80 personnes se retrouvaient dans une salle juste assez grande. Au mur, les affiches de la LCR parues pendant la campagne pour battre Giscard jusqu'à celle pour une loi sur les 35 heures donnaient le ton. Les plus appréciées furent encore celles de la section locale parues pour les dernières législatives sur le thème : « *Opération Oise propre 81* » où l'on voit Mancel et Dassault dans une poubelle.

Lors de son intervention, un camarade de la ville, militant connu de la métallurgie, fit le point sur la situation dans le Beauvaisis onze mois après le 10 mai : « *Pour les travailleurs, les choses n'ont guère changé. Menace de chômage et vie chère restent la réalité pour les familles ouvrières. A la SIF, à Marseille-en-Beauvais, les travailleurs risquent de perdre leur emploi après les manigances financières des patrons de la SIF et de la CGE. Le gouvernement doit prendre ses responsabilités pour préserver l'emploi à la SIF et imposer le rachat de celle-ci par la CGE, entreprise aujourd'hui nationalisée.* » Le bilan des ordonnances sur les 39 heures lui permit de rappeler les luttes dans les entrepri-

ses pour préserver les avantages acquis comme à Massey-Ferguson, France-Glace, DBA, Bowden ou encore Gamma à Formerie. L'intervention d'A. Krivine suivit cette introduction.

Le débat s'ouvrit alors dans la salle, principalement composée de militants syndicaux CGT et CFDT et de militants du PS. Il fut très riche... Il fallait parfois se discipliner pour s'entendre. Des questions sur les analogies avec la situation chilienne permirent aux militants de la LCR d'expliquer les erreurs qu'il ne fallait pas commettre, les compromis qu'il ne fallait pas passer avec la bourgeoisie.

Mais un des points les plus chauds des débats fut le problème de l'emploi à la SIF. Les travailleurs de cette entreprise, présents dans la salle, interpellèrent le maire-adjoint de Beauvais, membre du PS, qui assistait au meeting. Ne se satisfaisant pas de la réponse de celui-ci, déclarant être venu à titre personnel pour « *écouter les choses intéressantes qu'a à dire A. Krivine* », ceux de la SIF obtinrent finalement de l'adjoint au maire une promesse de prendre en main le dossier pour préserver l'emploi dans l'entreprise. Une collecte de soutien à la LCR rapporta 350 F.

Correspondant.

## • 200 aux PTT

Mercredi 21 avril, les cellules PTT de la région organisaient un meeting avec A. Krivine. Plusieurs semaines de préparation, des milliers de tracts et d'affiches et, le 21 au soir, un succès

puisque ce sont 200 travailleurs des PTT qui étaient rassemblés. Une confirmation de plus de l'écho que rencontre aujourd'hui dans les entreprises la politique de la LCR.

## • Les prochaines villes

- Jeudi 29 avril : Toulouse
- Jeudi 6 mai : Nantes
- Mardi 11 mai : Caen
- Mercredi 12 mai : Rouen 20 h, salle des fêtes de Bois-la-Garenne
- Mardi 18 mai : Le Puy
- Mardi 22 juin : Paris (salle de la Mutualité)

### VIENT DE PARAITRE

**Critique Communiste**  
revue mensuelle  
de la  
Ligue Communiste Révolutionnaire  
n°8  
mai 82 / 10 fr.

**Sommaire**

Non à la pause!  
Non au pacte avec le CNPF!

Trois mois de lutte dans les casernes.

**LE DEBAT  
SUR L'UNITE SYNDICALE  
DANS LES ANNEES TRENTE**

**LEON TROTSKY:  
CONTRIBUTION  
A LA DISCUSSION**

Surréalisme et communisme

Problèmes de la révolution  
antibureaucratique

En vente à la Librairie La Brèche  
et auprès des militants de la LCR



# Non aux cadeaux pour les patrons

**G**ATTAZ, président du CNPF, le parti des patrons, rend visite à Mitterrand puis à Mauroy. Résultat : 11 milliards de cadeaux sur la taxe professionnelle, le gel des cotisations sociales jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1983 et la promesse de ne pas réduire la durée du travail par voie législative en 1982 et 1983...

Gattaz, d'après le quotidien patronal *les Echos* du 26 avril, ne se gêne pas pour en tirer les conclusions : « *Nous croyons avoir compris que le gouvernement est décidé à nous aider à pratiquer une relance des investissements, et mon petit doigt me dit que nous en obtenons d'autres. Quand ces prêts seront épuisés, nous demanderons au gouvernement un complément de prêt.* »

Le cynisme de Gattaz vaut mieux que tous les commentaires. Ceux de la direction du PC, qui critiquent publiquement, sans rien proposer comme politique alternative. Ceux de la direction du PS, qui, plus discrets, laissent entendre qu'il fallait demander des « *contreparties* » aux patrons à de tels cadeaux.

La première réponse qui vient à l'esprit est élémentaire : si, depuis le 10 mai, les travailleurs attendent leurs revendications essentielles, le patronat, par contre, n'a pas à se plaindre. L'aide aux entreprises a augmenté de 50 % depuis la chute de Giscard et 45 milliards leur ont été distribués pour rembourser les nationalisations. Sans parler des 1 % que le gouvernement a pris aux salariés pour financer « *le déficit* » de la Sécurité sociale sans se soucier du retard des cotisations patronales.

## Ouvrir les livres de comptes

Le CNPF a chiffré « *ses coûts* » à 90 milliards. Delors a répondu que les nouvelles charges sociales ne pèsent que de 40 milliards. Débat d'experts, si les travailleurs ne s'en mêlent pas ! D'après *Economie et Politique* (revue économique du PCF), la France vient au 9<sup>e</sup> rang des pays industrialisés pour les coûts salariaux.

« *On constate que pour ce qui est du poids des impôts sur les bénéfices, la main-d'œuvre et les salaires, la France arrive au 11<sup>e</sup> rang sur 23, dépassée largement par des pays comme les USA, le Japon, la Suède... arrivant à un niveau sensiblement égal à celui de la Belgique, des Pays-Bas ou de la RFA.* »

D'après l'INSEE, les coûts unitaires de la main-d'œuvre (compte tenu de la productivité) sont les plus bas — surtout dans l'industrie — de la CEE. On pourrait continuer : si « *les profits des sociétés, qui augmentent depuis longtemps, avaient baissé de 1 % au premier trimestre. Ils ont augmenté de 6,2 % au deuxième trimestre, de 2 % au troisième et de 6,3 % au quatrième trimestre 1981.* »

Ces chiffres se discutent ? C'est aux travailleurs de le faire. L'ouverture des livres de comptes est la seule solution. Les débats d'experts, les échanges de statistiques dans les journaux ou revues n'empêcheront pas que ce sont les travailleurs de l'entreprise concernée qui sont les plus capables de juger. Surtout si, s'appuyant sur la nationalisation des banques, ils rencontrent les salariés de ces établissements. Une banque unique faciliterait les choses : les entreprises n'auraient qu'un compte, plus facile à contrôler. Mais le gouvernement préfère procéder autrement : les banques nationalisées ont leur « *autonomie de gestion* » et il est hors de question que le personnel « *mette son nez* » dans les comptes des patrons...

## Satisfaire les besoins sociaux ou les profits ?

Croire qu'il suffit de donner de l'argent aux patrons pour qu'ils investissent, c'est avoir une vue bien courte. En 1981, les petites entreprises n'ont investi que 50 % de leurs profits ; les grosses, 60 %. La crise internationale qui se développe et le manque de confiance du patronat dans un gouvernement dirigé par le PS et le PC ne peuvent que renforcer le phénomène.

Et si cet argent est investi, qui décidera où et pourquoi ? Pour créer des emplois ou bien sous prétexte de « *moderniser* » l'entreprise en supprimer ? Fin 1981, le secteur des biens de consommation a connu une légère relance, mais c'est pourtant lui qui, d'après les chiffres officiels de l'INSEE, a subi la plus forte baisse d'effectifs (- 5,3).

Pour satisfaire les besoins sociaux ou bien répondre à la recherche du profit ? La même enquête de l'INSEE indique que les travaux publics sont en pleine récession et que, dans le bâtiment, « *les mises* » en chantier ont reculé de 13 % au cours des deux premiers mois de l'année.

Pourtant, les besoins en logement de la population ne sont pas satisfaits !

## Une autre voie !

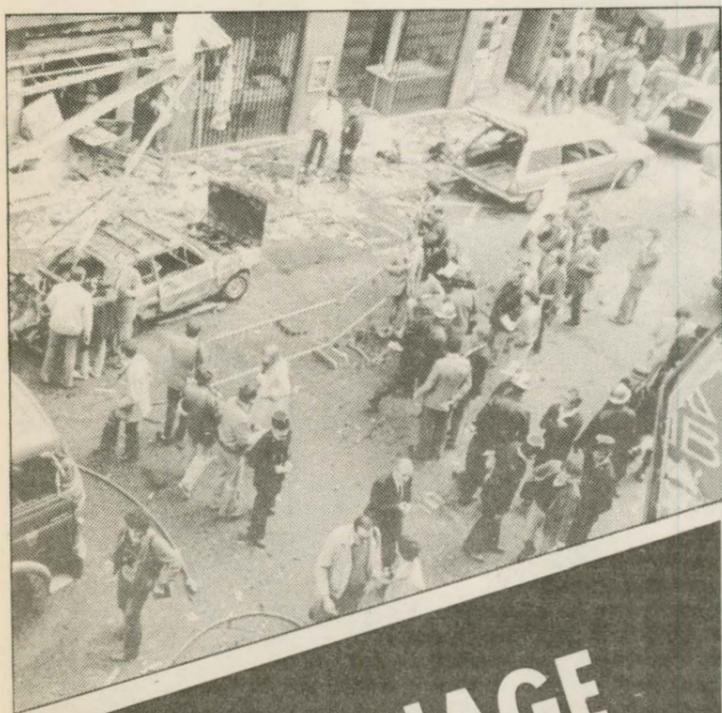
Comme pour répondre à Gattaz — qui avoue : « *Nous allons demander plus* » — Rocard, dans une interview accordée à *France soir*, explique qu'il va falloir se serrer la ceinture car les besoins et les revendications de la population sont trop importants par rapport « *aux capacités économiques* » du pays et aux moyens financiers ! Il est vrai que c'est ce même Rocard qui, dans un projet de « *plan intérimaire* », prévoit le maintien du chômage à son taux actuel ! Voilà la logique ultime d'une politique qui, pour sortir de la crise, laisse aux patrons plein pouvoir et leur distribue, en plus, de l'argent.

Et il est vain de croire, comme le fait la direction du PS, que ces cadeaux auraient été plus justifiés si l'on avait demandé « *des contreparties* » aux patrons. **Quelles « *contreparties* » et comment, si l'on accepte que « *les chefs d'entreprise* » règnent en maître ? Si l'on n'exige pas l'ouverture des livres de compte, si les travailleurs n'ont pas le droit de veto sur les licenciements ?**

Si l'ensemble des banques nationalisées était regroupé dans une banque unique, le gouvernement pourrait facilement contrôler la majorité du crédit accordé aux entreprises. Voilà qui permettrait de peser sur l'économie en fonction de priorités fixées et des besoins sociaux. Mais Mauroy a préféré non seulement faire des cadeaux aux patrons, mais encore les laisser complètement libres sur la façon de dépenser l'argent.

Le gouvernement a nationalisé des secteurs importants de l'économie pour... nommer des P-DG qui continuent à cotiser au CNPF et accorder « *l'autonomie de gestion* » à ces entreprises. Plus, le ministre de l'Economie conseille à ces nouveaux P-DG de gérer ces entreprises dans le respect de la « *concurrence internationale* » et de la « *rentabilité* »... capitaliste, bien sûr. Alors que le minimum à faire serait de centraliser ces entreprises, et, à partir d'un plan d'ensemble, s'appuyer sur le secteur nationalisé pour développer une « *politique industrielle* » au service des travailleurs. Sinon, pourquoi avoir nationalisé ?

A. Artous



## L'ENGRENAGE DU TERRORISME

ON ne peut éprouver qu'un sentiment d'horreur devant l'attentat de la rue Marbeuf qui, le 22 avril, a coûté la vie à une personne et fait une soixantaine de blessés. L'explosion paraît avoir visé le journal pro-irakien *Al Watan al Arabi (la Nation Arabe)* mais tout montre qu'il était conçu pour faire un maximum de victimes parmi les passants.

Dans la France d'aujourd'hui, le terrorisme, comme forme de lutte politique, n'a aucun caractère progressiste. Favorisant les campagnes de la réaction, contribuant au développement d'une psychose d'insécurité dans la population, il va à l'encontre de la mobilisation des travailleurs pour la défense de leurs propres intérêts. Surtout quand il est l'œuvre de petits groupes sans bases populaires qui prétendent se substituer au mouvement des masses. Dans ce cas, le recours aux actions armées permet toutes les provocations, toutes les manipulations. La preuve vient d'en être donnée. A la suite de la découverte du cadavre d'un membre présumé du groupe Action directe, les renseignements généraux ont reconnu qu'il s'agissait d'un de leurs indicateurs infiltré dans l'organisation terroriste.

L'instabilité au Moyen-Orient, le regain des tensions internationales ont conduit à une nouvelle forme de terrorisme. Désormais, ce sont les services secrets qui utilisent massivement ce moyen d'action pour tenter de mettre en difficulté et abattre leurs adversaires. On a vu, depuis quelques mois, comment les régimes pseudo-progressistes d'Irak et de Syrie — dont les assises sociales sont de plus en plus fragiles — réglaient leurs différends par le plastilage et l'assassinat sans que les peuples de ces pays et de tout le monde arabe aient voix au chapitre.

Si les barbouzes syriens paraissent impliqués dans le crime de la rue Marbeuf, ils ne sont ni les seuls ni les premiers à utiliser de tels procédés. Qu'on se souvienne de la façon dont les services israéliens ont assassiné plusieurs responsables palestiniens dans le monde. Et nul n'ignore que depuis l'accession de Reagan aux affaires, les activités de la CIA connaissent un inquiétant développement. Cette forme de terreur favorise les opérations psychologiques destinées à brouiller les cartes et l'interpénétration des réseaux. Les

professions de foi idéologiques ne sont plus, dès lors, que des oripeaux qui masquent des réalités plus sordides. Il devient impossible de savoir qui travaille pour quoi.

L'épreuve de force actuellement engagée entre Paris et Damas ne saurait surprendre. Par le voyage en Israël de François Mitterrand, par l'envoi d'un contingent dans la force multinationale du Sinaï, la France — qui après le 10 mai n'a pas cessé d'être une puissance impérialiste — a montré sa volonté de jouer sa propre carte au Moyen-Orient. S'appuyant sur les positions de force du capital français au Liban, l'Elysée entend favoriser la stabilisation de ce pays, ce qui heurte de front les intérêts des Syriens qui le considèrent comme une chasse gardée.

Il fallait s'y attendre, la droite a immédiatement exploité l'attentat de la rue Marbeuf pour relancer une campagne à la tonalité raciste prononcée. Son but : amalgamer toutes les formes de terrorisme, les assimiler à la montée de la délinquance, accuser le gouvernement de laxisme et le contraindre à durcir ses orientations en matière de sécurité.

Une fois de plus, la majorité a cédé à cette pression. A la suite d'un « conseil de guerre » tenu à l'Elysée, le ministre de l'Intérieur a annoncé un renforcement du contrôle aux frontières et une plus grande sévérité dans la délivrance des visas d'entrée dans notre pays. Dans cette logique, l'accueil des réfugiés politiques devrait connaître de graves restrictions. Ce qu'admet Defferre : « Le droit d'asile doit avoir des limites. » Quant à Poperen, en termes élégants, il se prononce pour des expulsions d'immigrés : « Nous avons sous-estimé les difficultés de pouvoir faire vivre dans de bonnes conditions un surcroît de population immigrée sur notre sol. » On se croirait revenus un an en arrière.

Céder à l'intoxication et faire des étrangers résidant en France les boucs émissaires d'une violence dont les causes sont ailleurs, c'est porter un nouveau coup au changement. Celui-ci devrait en effet passer par un appui à tous ceux qui combattent l'impérialisme et les dictatures dans le monde. Rester leur liberté d'action, développer le quadrillage policier du territoire n'entravera nullement le développement d'un terrorisme manipulé de l'extérieur mais donnera toute satisfaction à une droite qui ne supporte pas la moindre atteinte à l'édifice répressif de l'ancien régime.

Christian Picquet

# RENAULT-FLINS : Malgré les manœuvres, la lutte continue

• La responsabilité du gouvernement est maintenant pleinement engagée

LE lock-out des 22 et 23 avril se voulait une mesure de pression pour décourager les travailleurs. C'est raté. Lundi et mardi, il y a toujours autant de grévistes en permanence et les débrayages appelés dans l'unité par les syndicats sont toujours suivis de la même façon. Les négociations du week-end, si elles représentent bien la pression du rapport de forces, ne répondent pas au fond de la question.

En ce qui concerne les vacances, il n'y a rien de très neuf par rapport aux dernières. La prime de 80 F, par contre, est une nouveauté.

Mais cela reste une proposition qui ne concerne pas tous les OS et qui ne représente pas la différence de salaire entre le coefficient présent et le 180 revendiqué. De plus, la division dans les classifications reste maintenue.

Cette avancée des propositions de la direction n'est pas due à la présence d'un « médiateur » du gouvernement. C'est le cas à la suite de presque toutes les séances de négociations. Maintenant la direction a épuisé ses propositions sur autre chose que les salaires et donc, peu à peu, elle vient sur ce terrain. La lutte paye donc, comme l'avait montré la grève des caristes. Il est possible de faire reculer encore la direction.

### Qu'est-ce qui fait tenir les grévistes ?

La première chose, c'est que leur lutte est populaire. Les autres travailleurs ne débrayent pas en permanence mais, à presque tous les débrayages généraux, un nouvel atelier entre dans le conflit, sur ses revendications et même si c'est pour une courte période. On avait eu le MPR, puis le bâtiment P, puis l'électrolyse. Hier c'était le LH. Tous ont des revendications à faire valoir, ce qui enraine la lutte profondément.

Pour l'immense majorité, le sentiment existe que tous sont concernés à un titre ou à un autre par la grève. De plus, ceux qui sont à la pointe du combat, mais aussi l'ensemble des



salariés constatent que leur lutte n'est pas inutile. Pas à pas, la direction fait de nouvelles propositions qui démontrent l'utilité du maintien de la pression.

L'autre élément important, c'est le sentiment, partagé par de plus en plus de travailleurs, que l'on peut peser sur la situation. C'est ce sentiment que représente le comité de



grève qui assure le maintien en permanence du conflit autour des selliers et de ceux de la carrosserie R 5 et R 18. Il a imposé l'unité syndicale. Dans les négociations, il représente aujourd'hui l'élément qui empêchera les manœuvres, d'où qu'elles viennent, autour des revendications.

Cette volonté de faire peser son point de vue ne peut se manifester sans organisation. Il se concrétise dans la confiance dans les dirigeants du comité de grève. C'est la démonstration que le blocage de la division syndicale peut être levé, pour peu que les travailleurs soient déterminés et que des militants leur indiquent la voie à suivre. La lutte dispose donc de tous les moyens pour tenir, pour rechercher les moyens d'un élargissement nécessaire pour hâter une victoire des travailleurs.

### Encore une fois, qui dirige ?

C'est une question que l'on ne peut manquer de se poser avec encore plus de force au moment où la direction renouvelle ses provocations, alors que le médiateur du gouvernement est en place.

Mardi 27, elle a envoyé ses agents de maîtrise faire de la provocation contre les grévistes et tenter de remettre les chaînes en route. Ces messieurs les cadres qui imposent

les cadences sont moins brillants quand ils mettent la main à la pâte puisque seulement vingt R 5 sont sorties des chaînes ! De plus, les huissiers se sont de nouveaux manifestés et il leur a fallu la protection syndicale pour repasser la porte sur leurs pieds !

Le but recherché est évidemment l'intimidation des grévistes. Mais ce qui est le plus scandaleux, c'est que le médiateur nommé par le gouvernement ne fait rien contre cela.

En effet, les travailleurs ont voté parce qu'ils voulaient disposer des moyens du pouvoir légal pour les aider à satisfaire leurs revendications. A l'évidence, ils n'ont pas voté pour que les envoyés du gouvernement maintiennent les plateaux de la balance égaux entre patronat, battu le 10 mai, et travailleurs.

En laissant faire les provocations contre les grévistes au moment même où il s'engage dans le conflit, il ne fait que mettre mieux en lumière sa lâcheté face au patronat !

En même temps que le rapport de forces doit être développé, il faut que les travailleurs et leurs syndicats aillent dire dans l'unité au gouvernement que ce n'est pas pour ces reculades que la droite a été chassée. Que le gouvernement doit faire usage de son pouvoir pour chasser la direction et faire que les travailleurs de Flins aient satisfaction pour leurs revendications.

Frédéric Castello

### La violence stalinienne n'est pas morte

Mercredi 21 avril, les militants du PC de Flins, sous l'étiquette CGT, ont tenté de « faire le ménage » contre l'extrême gauche à l'entrée de l'entreprise. Hurlant des insultes à la sono, ils ont tenté d'expulser des bordiguistes qui distribuaient un tract.

Un travailleur, militant à l'élec-

trolyse, qui voulait s'interposer, a été frappé par les stalinien.

Que ceux-ci s'énervent parce que leur influence décroît, parce qu'un comité de grève les contraint à l'unité et les empêche d'en prendre un peu trop à leur aise, ce n'est toujours pas une raison pour vouloir imposer les méthodes polonaises dans le mouvement ouvrier français. Dans beaucoup d'ateliers, l'indignation était vive à la suite de cette provocation qui ne peut servir que la direction.

Ces méthodes ne doivent pas être tolérées au moment où la direction tente d'employer les mêmes contre les travailleurs.

# SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS DE CITROEN - AULNAY !

Deux nervis munis d'armes à feu ont été arrêtés aux abords de l'entreprise. A n'en pas douter, la direction a choisi l'épreuve de force.

L'unité s'est réalisée pour une manifestation de solidarité à 14 h, ce mercredi 28 avril devant l'usine. C'est un premier pas encourageant. Devant la provocation permanente des méthodes Citroën, le rapport de forces y étant, que fera le gouvernement pour aider les travailleurs ?

De Flins à Citroën en passant par Rhône-Poulenc-Mantes, c'est la mobilisation des plus défavorisés qui se développe.

**C**ITROËN-AULNAY, c'est le bastion de la CFT-CSL. Pour faire grève, il ne suffit pas d'avoir des revendications et d'en avoir marre. Il faut encore se battre — et ce n'est pas de simples bousculades — contre la maîtrise fasciste et la CSL.

Citroën-Aulnay, c'est 7 000 travailleurs. La CSL totalisait plus de 80 % des voix aux élections professionnelles. La CGT n'avait trouvé que six candidats pour ses listes !

Depuis deux mois, l'ambiance a changé.

Ceux de la peinture ont commencé à débrayer contre les cadences. Puis ceux du montage ont suivi en commençant à rajouter la question des salaires.

Jeu 23, c'est parti en grand ! L'équipe de nuit au montage et carrosserie débrayait à 1 000. Vendredi 24 c'est près de 2 000 qui débrayaient cette fois. 400 F pour tous, l'abaissement des cadences, telles sont les revendications qui sont avancées. 400 F c'est l'augmentation nécessaire pour rattraper Renault !

*Liberté ! Liberté !* Tel est le slogan le plus scandé à Citroën, comme dans n'importe quel pays de dictature ! C'est, en effet, une question décisive à Citroën pour pouvoir s'or-

ganiser et lutter sur les revendications, pour en finir avec la mainmise de la CFT-CSL.

Cette fois le mouvement est bien parti, certes encore minoritaire, mais moins qu'à Peugeot en novembre, ou aujourd'hui à Flins ! L'usine est maintenant paralysée.

Le changement doit commencer à Citroën.

400 F d'augmentation, le même salaire que chez Renault donc, quoi de plus élémentaire avec le changement ? M. Delors osera-t-il prétendre que, compte tenu de sa politique salariale, il s'oppose aux augmentations réclamées par ceux de Citroën ? Le groupe socialiste, qui avait demandé une commission d'enquête sur les méthodes de PSA, qui contrôle Citroën, tiendra-t-il le même langage, contraire à ses promesses, que sur les autres terrains ?

Aucune garantie ne montre qu'il n'en sera pas ainsi !

Il faut la solidarité agissante du mouvement ouvrier pour en finir avec ce bastion du fascisme qu'est Citroën !

De partout, il faut des motions de solidarité avec les travailleurs et les syndicats CGT et CFDT de Citroën-Aulnay. De partout, il faut des motions aux groupes parlementaires du PC et du PS afin qu'ils fassent usage

Les salaires sont au centre des questions. Le gouvernement maintiendra-t-il le blocage voulu par Delors ?

Le rapport de forces, présenté comme défavorable après les cantonales, est évident dans ces grèves. Alors, ce gouvernement qui se prétend élu d'abord par les travailleurs, leur sera-t-il utile contre le patronat ?

La seule voie, c'est que, en développant leurs luttes, les travailleurs aillent le secouer, sans cela il maintiendra complètement sa politique de compromission avec le patronat !



de leur pouvoir pour casser la direction de Citroën, pour qu'il y ait satisfaction des revendications et interdiction de la CSL ! Le changement c'est : extirper, par tous les moyens, le cancer du fascisme que véhiculent la CSL et la direction de Citroën dans la classe ouvrière et, si elle résiste, il faut nationaliser Citroën !

Vive la lutte courageuse des travailleurs de Citroën !

400 F pour tous, abaissement des cadences !

Libertés syndicales et politiques ! Interdiction de la CFT !

Frédéric Castello

## BELLA : Montée à Paris contre les licenciements

• « Il faut forcer le gouvernement à agir contre le chômage »

Une délégation d'une centaine d'ouvrières et d'ouvriers de Bella est venue à Paris pour exiger d'être reçue par le cabinet de J. Delors et lui faire entendre qu'il n'est pas question d'accepter les licenciements. Ils se trouvèrent devant un cordon de flics en civil et trois cars de CRS. « Faut-il en conclure que le gouvernement préfère discuter avec un patron ? », commentaient-ils lors de leur conférence de presse. Ajoutant : « On nous a trompés ! »

En fait, ils finirent par être reçus. Mais après combien d'efforts. Manifestation jusqu'à l'Assemblée nationale pour rencontrer les groupes parlementaires du PS et du PC, nouvelle manifestation devant le ministère des Finances, manifestation vers l'Élysée mercredi en fin de matinée et délégation.

Leur ténacité a été payante : les groupes parlementaires PS et PC déclarent maintenant s'opposer au « plan Berchet ».

**D**EPUIS le 18 décembre, pressé par toutes les actions des ouvrières et ouvriers de Bella, le gouvernement a eu près de cinq mois pour trouver une solution qui garantisse les 1 000 emplois... Mais, sous le contrôle de Delors, le CIASI (1) s'est contenté de « chercher un patron » ; aujourd'hui, selon les pouvoirs publics, le « plan Berchet » devrait s'imposer comme « la dernière chance », « à prendre ou à laisser ».

Ce « plan » est simple : « J'en garde peut-être un et j'en jette deux. » Détaillons ces projets. 560 travailleuses et travailleurs devraient, après licenciement, être prioritaires pour la réembauche dans un futur hypermarché, à Rivesaltes, qui ne dispose encore d'aucune autorisation et dont, bien sûr, les fondations ne sont même pas tracées... Une centaine seraient mis en préretraite jusqu'à 65 ans. Etre débarrassés des conditions de travail écrasantes : oui, disent-ils ; mais pas au prix du licenciement des autres et pas sans

réelles garanties : la plupart d'entre eux, les femmes en particulier, ne disposent pas d'un nombre d'années d'ancienneté suffisant pour avoir une retraite décente !

Un tiers de l'effectif actuel — 305 en tout sur plus de 1 000 — trouverait place dans la nouvelle usine. Mais, « dans l'immédiat », 150 sur les 300 seraient « en formation » jusqu'à la « stabilisation » de l'entreprise. Résumé : deux sur trois à la rue et 150 payés par le nouveau patron, dont le ministère des Finances n'a pas voulu dire combien il empêche de milliards... Cela doit faire une somme non négligeable car le premier projet annoncé par ce monsieur consiste à raser l'actuelle usine pour en faire construire une neuve.

### Écoeurement et colère

On imagine sans peine la colère : « On ne les a pas élus pour fabriquer du chômage en plus », « C'est



Venue de Perpignan, la délégation manifeste rue de Rivoli.

écoeurement, ils sont aussi pourris que les autres », « Si ça continue, la gauche c'est foutu... »... Devant ces réactions, les deux députés — André Tourné du PC et Renée Soum du PS — ont pris position contre le « plan Berchet », pourtant défendu par Pierre Dreyfus, ministre de l'Industrie.

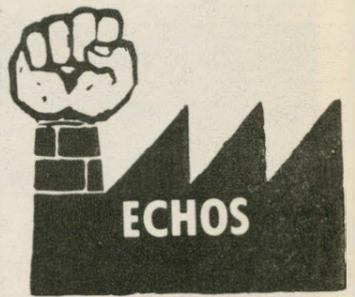
De telles contradictions encouragent celles et ceux de Bella : « Il faut les forcer par nos actions à changer de décision ; nous n'accepterons pas de licenciements », maintient le syndicat CGT. En même temps, une partie du personnel craint pour l'avenir. Car tous ont conscience d'avoir affaire à forte partie : ils savent maintenant qu'ils se heurtent à la politique gouvernementale d'entente avec le patronat et de respect des accords capitalistes internationaux

qui entraînent les suppressions d'emplois en France.

« A certains moments, reconnaissent-ils, c'est dur de ne pas se décourager. » Mais, comme ils ont voulu le marquer par leur délégation à Paris, « les travailleurs n'ont pas voté le 10 mai pour aller rejoindre les rangs des 2 millions de chômeurs ». « Si nous obtenons le soutien actif des travailleurs de la région, explique un délégué CGT, nous pouvons gagner ; mais c'est l'affaire de tous : de simples pressions des députés ou du syndicat ne suffiront pas si le gouvernement ne voit pas que ses choix sont massivement rejetés. »

Pierre Rème

(1) Organisme gérant les finances octroyées aux entreprises en difficulté.



## RHÔNE-POULENC Grève avec occupation

Depuis le 16 avril, la Cellophane, à Mantes-la-Jolie, entreprise appartenant au trust récemment nationalisé Rhône-Poulenc, est occupée par les ouvriers en grève.

Jusqu'à présent, la direction — qui n'a pas été remplacée après la nationalisation — refuse de satisfaire quelque revendication que ce soit et se retranche derrière l'application des accords de branche.

A l'origine de ce conflit, la régression de l'emploi et des salaires organisée par la direction de Rhône-Poulenc, et une restructuration de l'organisation du travail dans les ateliers qui rend plus évidente encore la déqualification du travail des ouvriers postés, de plus en plus considérés comme des manœuvres au fur et à mesure de la réduction des effectifs.

Cette lutte d'OS n'est pas qu'une lutte locale, puisqu'à quelques kilomètres de là, les ouvriers de Flins font face au même problème. D'ailleurs à Dunlop, à Mantes, le printemps n'a pas été non plus parfaitement calme. Les réponses économiques de la direction aux revendications les plus importantes et les plus pressantes ne contentent pas les travailleurs. On n'accepte pas de payer dans nos conditions de vie et de travail les conséquences d'une crise dont seuls les patrons sont responsables. Même si cela nous est demandé par des gestionnaires nommés par un gouvernement de gauche.

Correspondants

## PCUK (Creil) : Une grève victorieuse

• De notre correspondant.

Chez les postés, une grève a eu lieu du 7 au 23 avril, organisée par la CGT, après la feuille de paye qui « entérine l'ordonnance du 16/1/82 » (d'après le communiqué de presse de la direction). En réalité, tout en augmentant le salaire de base de 5 000 F à 6 000 F, la direction rognait sur les primes de postes (3 x 8) et les heures supplémentaires ; elle « oubliait » aussi de compter la demi-heure quotidienne de consigne, liée à l'organisation en poste et entraînant un horaire réel de 41 heures 30 par semaine.

La grève, reconductible en assemblée générale, regroupait 93 % du personnel posté. La direction a dû céder rapidement : quatre cars de postés étaient allés visiter la direction générale à Paris et un conseiller de Mauroy. Ce dernier ne savait pas trop quoi dire... et la direction nationale avait répondu que « cela devait se régler au niveau de l'usine de Villers-Saint-Paul. »

En pratique, le 23 avril, l'assemblée générale votait à l'unanimité moins six voix la fin de la grève : 2 heures 30 de consignes seront comptées dans le temps de travail, une sixième équipe sera créée, la direction recule aussi dans ses attaques contre les primes de postes...

Deux semaines de lutte pour éviter de faire les frais de l'utilisation patronale de l'ordonnance de janvier ! On comprend que les travailleurs jugent que « les pouvoirs publics ne se sont pas trop secoués » et « feraient mieux de faire moins de cadeaux aux patrons. »

# Pour défendre le droit à l'emploi

## 2 000 FEMMES AUX ETATS GENERAUX



Les Etats généraux étaient soutenus par : la Coordination des groupes femmes, l'union régionale CFDT, le Planning familial, le SNEPS-FEN du 75, 93, 77, 91, l'UNEF-ID, le MLAC ; soutenus par : LCR, JCR, PSU, CCA, Jeunes Femmes

### UNE PREMIERE CONFRONTATION

**P**REMIERE confrontation entre le Mouvement des femmes et le mouvement syndical, les Etats généraux sur le travail des femmes et les femmes dans le travail sont à plus d'un titre une date importante.

Une date pour le mouvement ouvrier : l'engagement de l'URP-CFDT a permis de créer un cadre unitaire et une telle prise en compte de la réalité du Mouvement des femmes traduit l'approfondissement d'une réflexion syndicale sur la façon de répondre à la politique patronale de discrimination à l'encontre des femmes en période de crise capitaliste.

Date importante aussi pour le Mouvement des femmes : il était décisif, pour faire avancer la cause des femmes aujourd'hui, que le Mouvement des femmes se sente les forces d'entreprendre une telle confrontation avec les organisations syndicales. Celles-ci, en effet, ont été ébranlées par les luttes des femmes durant les dix dernières années. Et il était urgent, face aux attaques patronales en cours, que le Mouvement des femmes s'appuie sur les premiers progrès de la cause des femmes pour entreprendre une confrontation plus directe et plus approfondie.

On a pu voir, ainsi, de nombreuses militantes CGT et quelques militants débattre, malgré l'orientation de leur direction, aux côtés de militantes et militants de la CFDT, dont la majorité était loin de partager l'engouement actuel de leur direction confédérale pour les ordonnances et le travail à temps partiel.

Dans une telle assemblée, la présence de la ministre des Droits de la femme montrait comment le gouvernement est amené à se confronter à ses promesses, dont beaucoup sont abandonnées par souci de plaire au patronat. Yvette Roudy en appelait ainsi à une nécessaire mobilisation du Mouvement des femmes : affrontée tous les jours aux « forces hostiles », la ministre voit de près le risque d'un échec si une mobilisation de masse ne vient pas imposer le changement. En même temps, pour ne pas dénoncer directement la soumission aux désirs du patronat, elle limite ses critiques : elle appelle à soutenir les quelques bonnes décisions mais passe sous silence la nécessité de se mobiliser pour faire changer de politique, pour faire abandonner les ordonnances, pour imposer les 35 heures tout de suite avec embauches et sans perte de salaire...

Dans la réalité, au travers des débats de ces Etats généraux, c'est une question politique cruciale qui se pose : pour répondre positivement aux revendications du Mouvement des femmes, il faut cesser de soumettre la politique de la majorité aux autorisations préalables du patronat, il faut satisfaire les revendications et appeler à la mobilisation unitaire pour ôter des mains du patronat les moyens de diriger l'économie, afin de l'orienter en fonction du plein emploi et des besoins en équipements collectifs.

P. R.

• Décidés lors des Assises des 14 et 15 novembre 1981, les Etats généraux des 24 et 25 avril marquent une étape de la lutte prolongée contre les discriminations sexistes dans le travail

**R**EUNISSANT environ deux mille personnes, dont plus de 90 % de femmes, pour les deux tiers syndicalistes, les Etats généraux ont un succès indiscutable. Organisés par la Coordination des groupes femmes d'entreprises et de quartiers, par le Planning familial de la région parisienne et par l'union régionale parisienne de la CFDT, par le syndicat FEN de l'éducation surveillée, ils marquent une étape dans la longue mobilisation des femmes pour le droit à l'emploi qu'Emmanuelle, du groupe femmes Renault, retraçait en introduction. Présentant les débats de ces deux jours, elle soulignait comment, un an après le 10 mai, la situation quotidienne des femmes restait inchangée.

Intervenant à sa suite, Yvette Roudy retraçait son action comme ministre des Droits de la femme : « Les choses, affirmait-elle, si vous saviez comme il est difficile de les faire avancer. » Elle résumait les mesures qu'elle « avait pu obtenir », de même que sa totale extériorité aux projets défendus par Jean Auroux... Pour les lois contre les discriminations sexistes et pour le droit des femmes au travail, le Mouvement des femmes serait consulté, annonçait-elle, tout en cherchant à justifier les ordonnances sur les 39 heures et sur le temps partiel (voir encadré).

Est-ce un hasard ? Les interventions suivantes mettaient en lumière la situation des femmes telle que l'action gouvernementale la laisse subsister : absence totale de garantie des employées de maison, femmes OS de l'habillement (Mas-Biderman à Toulouse) dont seule la grève avec occupation a pu faire reculer le patron qui utilisait à son profit l'ordonnance des 39 heures...

Après cette ouverture, les participants et participant·es se répartissaient en diverses commissions (discriminations sexistes, avortement, restructurations, santé et conditions de travail, etc.). La plus nombreuse, celle sur le temps de travail, rassemblait entre deux et trois cents personnes qui purent, malgré les mauvaises conditions matérielles, discuter dans une ambiance très démocratique, en particulier sur les problèmes posés aujourd'hui par l'offensive patronale en faveur du temps partiel (voir article page 9).

### Un acquis important

Lors de l'assemblée générale de synthèse, le dimanche après-midi, l'impression de sérieux, de souci de réelle confrontation, était encore plus forte. Elle était, paradoxalement, mise en lumière par la prise de parole des femmes opposées à la mixité de ces Etats généraux, qui vinrent utiliser leur temps de parole pour expliquer leur « refus d'une confrontation avec le mouvement syndical tant que celui-ci n'aura pas repris à son compte ce que dit le Mouvement des femmes ». Selon elles, tout tient au fait que « les femmes appartiennent aux hommes avant d'appartenir au capitalisme »...

A un tel repli sur lui-même du Mouvement des femmes, une militante CGT venait répondre qu'au contraire il fallait une telle confrontation pour que le Mouvement des femmes puisse progresser en tirant profit des avancées déjà faites, depuis une dizaine d'années, grâce à ses luttes passées. Comme en écho, la porte-parole de l'URP-CFDT reconnaissait à la tribune que « la confrontation était possible et positive », soulignant que cela entraînerait des débats dans sa propre organisation car « l'avenir du mouvement syndical dépend en grande partie de la place que les femmes y prendront. » Cependant, malgré les positions de la Coordination des groupes femmes et de la majorité écrasante des participantes, la direction de la CFDT refusait de s'engager en faveur des 35 heures...

Pour rendre compte de ces Etats généraux et les prolonger, plusieurs initiatives étaient annoncées par Michèle : une brochure retraçant les débats des commissions et les rapports, une mobilisation à l'occasion du vote des lois antixéistes en octobre prochain aux côtés des parents d'enfants qui revendiquent des crèches et de nouveaux équipements collectifs pour la petite enfance... Quant à la construction du Mouvement des femmes, il est proposé la constitution d'un collectif national formé par des participantes à ces Etats généraux, avec la sortie d'un bulletin régulier, et des assemblées gé-

nérales de femmes régionales, au mois de juin, préparant une rencontre nationale en septembre prochain. La possibilité d'affirmation du Mouvement autonome des femmes, en effet, a été renforcée par ces Etats généraux. Ils ont permis, très concrètement, de jeter un pont entre les militantes organisées dans le Mouvement des femmes et les très nombreuses femmes qui en partagent les idées : ainsi, on a pu constater que 50 % des femmes présentes aux débats des 24 et 25 avril n'appartenaient ni à des groupes femmes ni à des commissions syndicales femmes. Dans l'état actuel de dispersion des forces féministes, il est aussi encourageant de noter que, dans de nombreuses villes de province, la préparation des Etats généraux a été l'occasion de redémarrage de groupes ou de collectifs de femmes. C'est en s'appuyant sur l'acquis de cette initiative que, par-tout, de nombreuses femmes pourront contribuer au regroupement des forces féministes : en développant les groupes femmes dans leurs quartiers et leurs entreprises, en amenant à la création de commissions syndicales pour une réelle prise en compte des revendications des femmes dans les organisations syndicales.

Cet essor plus large du mouvement des femmes est aujourd'hui décisif pour mettre en échec l'offensive sexiste du patronat et pour la progression du féminisme au sein du mouvement ouvrier.



### Yvette Roudy avait du mal à se justifier

**A**PRES avoir résumé son activité de ministre depuis bientôt un an, Yvette Roudy voulait préciser ses positions sur le temps partiel et les ordonnances. Cette partie de son intervention se transformait, pendant un moment, en dialogue avec la salle.

Yvette Roudy : « Nous avons combattu la loi sur le temps partiel votée par l'ancienne majorité parce qu'elle laissait les femmes livrées sans défense à l'employer. Fallait-il simplement laisser tomber cette loi, l'abroger ? »

La salle : « Oui ! Oui ! Oui ! »  
« Mais, alors, le temps partiel allait se faire de la façon la plus sauvage, car des femmes demandent à travailler à temps partiel. Et c'est cela qui m'a fait changer de position alors que tout d'abord je pensais qu'il fallait simplement abroger la loi. »

Diverses protestations dans la salle.  
« En fait, je pense qu'il n'y a pas une aspiration en soi au temps partiel mais une aspiration à vivre mieux, à travailler moins, à partager son temps. Et cela passe par la réduction du temps de travail pour tout le monde. »

« Oui ! Oui ! » (Nombreux applaudissements).  
« Pour moi, le temps de travail devrait être limité à six heures par jour, pendant cinq jours, pour tout le monde. » Applaudissements et commentaires : « Les 35 heures tout de suite ! »

« Ca, c'est le principe, la revendication. Et sa réalisation n'est pas pour demain. Car, si la gauche a gagné politiquement, elle n'a pas gagné économiquement et socialement. Les gens qui ont eu le pouvoir depuis plus de vingt ans dans cette société ont vraiment les moyens de s'accrocher et d'empêcher le changement. » Nombreux cris : « Il faut le virer ! »

Selon Yvette Roudy, « il peut y avoir un bon usage du temps partiel en développant les garanties pour les femmes ». Mais ce débat est loin d'être fini : il a toutes les chances de rebondir à l'occasion des lois contre les discriminations sexistes, puisque le ministère des Droits de la femme a décidé de consulter les organisations féministes, sur ces projets, au même titre que les organisations syndicales.



### Le travail à temps partiel contre la libération des femmes

**A**CCEPTER le travail partiel à cause de « l'aspiration au temps libre » ?

Le rejeter comme offensive patronale ? On connaît les deux thèses, en discussion dans de nombreux syndicats et parmi les femmes. Les arguments des uns et des autres ont pu s'exprimer durant la commission sur le temps de travail, sans retomber dans la répétition des oppositions sans solutions : c'est, en effet, autour des expériences concrètes dans les entreprises que la discussion s'organisa. Et cela établissait clairement deux faits : ce sont les patrons qui sont intéressés au travail à temps partiel et, inversement, l'aspiration au temps libre risque d'être déviée, pour beaucoup de femmes, vers le travail à temps partiel, à cause de la politique actuelle des directions syndicales et de la majorité.

Offensive patronale ? Les signes évidents ne manquent pas. Ainsi, dans le commerce, il n'y a plus d'embauches à plein temps : les expériences de Lyon, Besançon, Paris en témoignaient. De même, dans les transports, apparaît une arrivée de femmes comme conductrices de bus : à Lille, comme chez les ambulanciers des Yvelines, ce sont des postes à temps partiel ou à la carte qui leur sont proposés afin de leur imposer de ne travailler qu'aux heures de pointe, ce qui arrange les patrons. Pendant le

même temps, explique une militante de Lille, des postes à plein temps sont proposés à des hommes. Même tactique patronale à la direction d'Air-France à l'égard des hôtesses de l'air. On leur refuse toute réduction du temps de travail mais on leur propose une négociation pour le développement du travail à mi-temps, « en jouant sur le fait que beaucoup de femmes sont trop culpabilisées par rapport à la prise en charge des enfants », souligne une hôtesses de l'air.

### Frein à la lutte

« Avec le temps partiel, explique une militante CGT de la chimie, le patronat vise à culpabiliser les femmes tout en jouant sur la bonne conscience des hommes. En s'appuyant sur une régression des positions féministes, il pourrait facilement conserver ainsi à sa disposition un sous-prolétariat féminin. » Une autre militante CGT, de l'hôpital de Bordeaux, montrait comment des femmes ayant des enfants à charge ne peuvent accepter le roulement de nuit ; elles sont contraintes au temps partiel. Mais « elles se retrouvent alors dans un total isolement parce qu'elles n'ont même plus le temps de prendre un café pendant des poses communes avec les autres femmes ». De même, aux impôts de Dijon, les femmes travaillant à temps partiel

ont l'impression d'être « tellement peu souvent là qu'elles n'osent plus prendre le temps de participer aux réunions syndicales ».

Cette réalité fait discuter vivement deux militantes CFDT de la Sécurité sociale : « Les 35 heures ne feraient pas disparaître l'aspiration au temps partiel », explique l'une ; l'autre insiste sur les conditions particulières à la Sécurité sociale (pénibilité du travail depuis l'introduction du travail sur écran, et garantie de retour au travail à temps plein sans difficulté au bout de deux ans...). D'après elle, « la direction a astucieusement développé le travail à temps partiel et les horaires variables au moment où une volonté de lutter pour la réduction du temps de travail se développait. » Et, commença-t-elle, « le dernier congrès national du syndicat CFDT a bel et bien dû constater la démolition des femmes : elles viennent faire les tâches, en respectant les cadences et repartent, quelques heures après ; en fait, elles sont retournées à leur foyer ! ».

Une tentative du même type se développe aux Chèques postaux, explique une militante CFDT qui rend compte de l'analyse du syndicat de la région parisienne : la direction des CCP propose le temps partiel comme un frein à la lutte pour la réduction du temps de travail, qui a toujours été im-

portante dans ce secteur. Mais le temps partiel permis correspond aux périodes de la journée où il y a le moins de temps morts.

### Quelles aspirations ?

A ces arguments, quelques femmes et en particulier des militantes ou des militants de l'URP CFDT, opposaient le souci de « tenir compte des aspirations réelles : ce n'est pas au nom des intérêts généraux de la classe ouvrière qu'on va s'adresser à nos camarades de travail ». Des femmes, d'ailleurs, illustraient cela par leur « ras-le-bol du travail à plein temps » qui amenait une assistance sociale à « préférer le temps partiel pour avoir du temps libre tout en conservant un salaire convenable ». Même choix chez d'autres femmes par souci de bien s'occuper de leurs enfants, mais assorti du souhait que le salaire de celles qui choisissent le temps partiel ne soit pas trop diminué... Leurs remarques aboutissaient à une revendication : que le Mouvement des femmes ne rejette pas de ses préoccupations la demande de garanties pour celles qui sont amenées à choisir le temps partiel.

Là n'est pas le problème essentiel, leur était-il répondu. En effet, « il n'y a pas de lutte proposée par les confédérations pour la réduction du temps de travail », soulignaient

### Plusieurs délégations internationales

Présentes aux Etats généraux, plusieurs délégations de femmes étrangères mettaient en lumière la dimension internationale du combat.

Au nom des femmes du Salvador en lutte, une militante expliqua combien la participation au combat politique était plus difficile pour elles et comment elles y ont pris leur place.

Une camarade espagnole résumait les luttes en cours dans son pays : lutte pour le droit au travail (plus de 3 millions de chômeurs dont de très nombreuses femmes après les restructurations massives du textile...); lutte pour le droit à l'avortement alors que la répression sexiste est aussi forte que sous le franquisme ; lutte contre les forces fascistes qui relèvent la tête.

Une camarade italienne expliqua les difficultés qu'elle avait rencontrées à lier la lutte pour la maîtrise du corps et celle d'une préparation unitaire de la conférence des femmes de tous les pays industrialisés pour novembre prochain.

Une militante, enfin, rappelait que, lors des Assises de novembre dernier, une délégation de Solidarnosc avait promis de participer aux Etats généraux : ces militantes font aujourd'hui partie des emprisonnées.

de nombreuses militantes CGT et CFDT. Et « s'il n'y a pas de réaction, les patrons vont gagner dans leur politique de réorganisation du travail » (militante CGT du ministère des Finances). Or, « cela entraînera une division supplémentaire dans la classe ouvrière entre celles qui peuvent accepter une perte de salaire et la grande masse des OS qui n'ont pas cette liberté de choix » (militante CFDT de Mas-Biderman à Toulouse). Et, pourtant, soulignait une militante de Lyon, « la direction confédérale de la CFDT est même contente qu'on donne du travail à temps partiel aux femmes »...

La question, disait une militante de Besançon, est de « savoir si on cherche à demander ce que les patrons veulent donner et rien d'autre ». En pratique, selon elle, il faut lier une lutte pour une réelle réduction du temps de travail — les 35 heures tout de suite — avec l'abrogation des ordonnances et une prise en charge des demandes individuelles de temps partiel. C'est en ce sens que plusieurs militantes proposaient que le Mouvement des femmes, à l'occasion des Etats généraux, lance un appel aux organisations ouvrières : « Sans lutte collective pour changer la vie, il n'y a plus que des solutions individuelles. »

Pierre Réme

# « Les généraux se sont mobilisés pour mettre en échec nos consignes d'action ».

## Interview du collectif de campagne

Au lendemain de la journée d'action des soldats dans les casernes, le 23 avril, et à la veille du 1<sup>er</sup> Mai, « Rouge » a voulu faire le point sur la mobilisation des soldats pour les six mois et les droits démocratiques. Nous avons donc demandé à F. Castaing, l'un des porte-parole du collectif de campagne, ce qu'il en était.

● Que s'est-il passé dans les casernes vendredi dernier à l'occasion de la journée d'action ?

— F. C. — Il est encore trop tôt pour tirer un bilan détaillé de cette journée d'action, région par région. Ce qui est certain, en revanche, c'est que ce vendredi 23 avril a eu un caractère exceptionnel pour des milliers de soldats ; en ce sens, nous avons pleinement atteint notre objectif. Caractère exceptionnel dû très souvent à l'attitude de la hiérarchie militaire. Celle-ci ne sous-estime plus l'ampleur du mécontentement dans les casernes, aussi s'était-elle mobilisée de haut en bas — les circulaires confidentielles l'attestent — pour mettre en échec les consignes d'action de notre collectif. Durant plusieurs jours, la journée d'action a été un peu partout à l'ordre du jour des « rapports », lorsque tous les soldats d'une unité sont réunis pour recevoir les ordres des officiers.

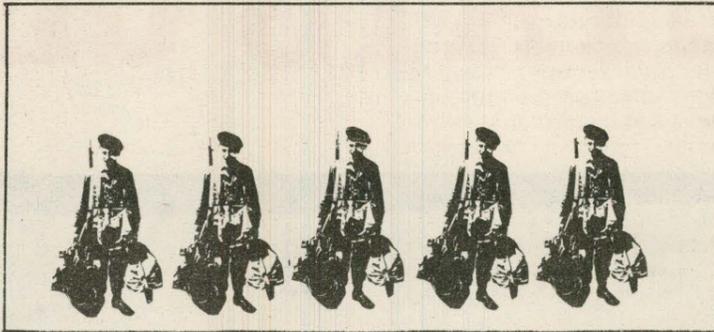
Dans de nombreux endroits, des soldats connus comme signataires de la pétition ont été interrogés, fouillés. Résultat : dans la plupart des casernes, même les soldats qui n'étaient pas sortis depuis un mois savaient que le 23 avril ne serait pas un jour tout à fait comme les autres. Cela pour ce qui concerne la préparation...

● Et le jour même, le 23 ?

— La hiérarchie ne s'est pas arrêtée là. Elle a pris des mesures pour éviter que ce qu'elle décrivait préventivement comme des « manifestations » en dispersant le plus possible les unités. Pour te dire à quel point ils se sont intoxiqués, vendredi matin, au 39<sup>e</sup> RI à Rouen, ils ont mobilisé tout le monde à 6 h du matin en vue de la manifestation qui se dirigeait vers la caserne (ils avaient des « informations », c'est sûr). La dispersion, cela fut leur tactique.

Dans tel régiment, les permissionnaires ont eu l'agréable surprise, le jeudi soir, de partir vingt-quatre heures plus tôt, voire de bénéficier de vingt-quatre de plus pour ceux qui n'avaient que quarante-huit heures de perm ce week-end. Ailleurs, un exercice d'alerte bidon était déclenché le vendredi matin. Souvent, l'ordinaire du midi avait été amélioré et, l'après-midi du vendredi, ils se sont arrangés pour faire partir les gars en perm plus tôt que d'habitude, pour « vous éviter de mauvaises rencontres aux gares », disaient-ils...

Dans ces conditions, des milliers de soldats se sont, de fait, sentis partie prenante de cette journée, même si les conditions créées ne permettaient pas, dans bien des cas,



de faire plus que de récolter de nouvelles signatures au bas de la pétition.

A certains endroits, cependant, nous avons pu aller plus loin, en nous saisissant par exemple de l'excellent reportage de *France-Inter* diffusé aux informations de 13 h pour organiser une écoute collective et, dans la foulée, de mini assem-

blées générales. En Normandie, de la même manière, le reportage de *FR 3*, avec l'interview de notre camarade Luc Laforêt devant les portes du 39<sup>e</sup> RI, a eu un certain retentissement. Mais, encore une fois, sur le plan du renforcement de la mobilisation en profondeur, celui de la meilleure organisation des signataires dans les unités, ce n'est que dans quelques semaines que nous pourrions vrai-

ment en juger. Nous avons des raisons d'être optimistes, mais nous voulons aussi rester prudents dans la conduite de la mobilisation.

● Qu'allez-vous faire le 1<sup>er</sup> Mai ?

— Le 1<sup>er</sup> Mai est une échéance traditionnelle dans l'histoire du mouvement des soldats en France. Chaque année, depuis bientôt dix ans, des soldats participent aux manifestations ouvrières du 1<sup>er</sup> Mai, en particulier à Paris. Cette année, nous avons espéré jusqu'au dernier moment une initiative unitaire qui seule pouvait permettre une participation massive des soldats. Ce n'est pas le cas. Nous enverrons donc des délégations aux différents rassemblements avec l'objectif de populariser notre lutte, cela à Paris, et éventuellement dans certaines grandes villes de province si les manifestations y sont suffisamment importantes. Dans ces manifestations, nous dirons deux choses :

● Notre déception, car ce 1<sup>er</sup> Mai sera aussi une occasion manquée pour les soldats, du fait de la division des états-majors politiques et syndicaux.

● Notre volonté et notre détermination d'amplifier la lutte pour que soient prises en compte nos exigences, avec un engagement précis et daté du gouvernement sur la réduction du service et le respect des libertés démocratiques dès maintenant dans les armées. Pour cela, il nous faut la solidarité agissante des travailleurs et de leurs organisations, de la jeunesse et des forces démocratiques, voilà le sens que nous donnerons à notre présence aux initiatives parisiennes du 1<sup>er</sup> Mai.

### LA REPRESSION KAKI

Une nouvelle vague de répression a été lancée par les généraux dans les casernes : fouilles et interrogatoires se sont multipliés, et les jours d'arrêts pleuvent à nouveau. Il faut y mettre un terme !

Déjà, sept soldats sont victimes de la répression :

● Jean-Michel Nicol, déjà réprimé à la suite de la première conférence de presse, a été muté de Berlin au 5<sup>e</sup> RC de Kaiserslautern.

● Miguel Vasone, déjà réprimé à la suite de la première conférence de presse, a été sanctionné de 30

jours d'arrêts, pour avoir la pétition en sa possession, à Versailles.

● Henri Vial a été sanctionné de 60 jours d'arrêts de rigueur pour avoir été en possession de *Rouge* et de la pétition, il est toujours impossible de savoir où il a été muté depuis son arrestation à Oberhoffen.

● Quatre soldats de Teningen (RFA), Patrick Servan, François Villaud, Eric Galenski, Paul Guignard, ont été sanctionnés de 30 jours d'arrêts pour avoir été en possession de la pétition. Ils sont en instance de mutation.

## SOUSCRIPTION aidez la LCR

A ce jour, nous sommes encore loin de l'objectif. Certes, les camarades sont sollicités de tous les côtés et la crise touche nos portefeuilles... Pourtant, la LCR a besoin de cet argent. Non pour combler des déficits comme cela nous arrivait trop souvent dans le passé, mais pour nous donner les moyens nécessaires à notre intervention aujourd'hui, un an après le 10 mai, dans une période où de plus en plus de travailleurs et de travailleuses se tournent vers nous pour chercher les solutions ouvrières à la crise !

|   |     |  |                   |
|---|-----|--|-------------------|
| LCR Paris 15 <sup>e</sup> , CAF         | 63  | LCR Limoges                                | 150               |
| LCR 93, cellule hôpitaux psychiatriques |     | LCR Tours                                  | 1350              |
| Laurence,                               |     | Toulouse, Michel                           | 200               |
| élève infirmière en lutte               | 100 | LCR 14 <sup>e</sup>                        |                   |
| Marc                                    | 50  | Beaux-Arts                                 | 50                |
| Elève infirmier en lutte                | 100 | Marché Edgar-Quinet                        | 100               |
| Martine                                 | 50  | Montbéliard, J. M.                         | 150               |
| Belfort, militant et sympathisant       | 610 | LCR Paris centre                           | 800               |
| LCR Grenoble                            |     | Gilles Perrault                            | 500               |
| R. santé                                | 100 | ORTF Issy                                  | 150               |
| Y. métaux                               | 200 | Paris 11 <sup>e</sup> , M et P, CFTD       | 500               |
| Collecte meeting 18 mars                | 260 | Paris                                      |                   |
| Yves, Marine,                           |     | Cellule Ville de Paris                     | 5                 |
| pour le communisme                      | 200 | Philippe, 11 <sup>e</sup> /12 <sup>e</sup> | 200               |
| Travailleurs de Merlin-Gerin            | 490 | Catherine 11 <sup>e</sup> /12 <sup>e</sup> | 10                |
| Francis                                 | 20  | Section 9 <sup>e</sup> /10 <sup>e</sup>    | 200               |
| Fernand (SMH)                           | 20  | Impôts Nord/Est                            | 470               |
| Bébert et Monique (SMH)                 | 20  | LCR Epinal                                 |                   |
| Serge (SMH), pour que <i>Rouge</i>      |     | Jean                                       | 200               |
| devienne quotidien                      | 100 | Gérard, pour l'unité des trotskystes       | 100               |
| Georges                                 | 50  | si LO et l'OCI quittent FO                 | 100               |
| A.                                      | 250 |  |                   |
| Besançon, militant                      | 200 |  |                   |
| Lyon, Françoise                         | 100 |  |                   |
| LCR Vosges                              | 300 |  |                   |
| Gonnesse, J. pour accueillir Reagan     | 300 |  |                   |
| LCR Dijon                               | 270 |  |                   |
|   |     | <b>Total liste</b>                         | <b>9 078,00</b>   |
|   |     | <b>Ancien total</b>                        | <b>98 567,15</b>  |
|   |     | <b>Nouveau total</b>                       | <b>107 645,15</b> |

Ci joint pour soutenir financièrement le combat de la LCR.  
Nom .....  
Prénom ..... Adresse .....  
Profession ..... Syndicat .....  
LCR/sympathisant/autre parti .....  
Mention très courte pour le journal .....

CHEQUES A L'ORDRE DE LA LCR (envoi à Michel Rousseau, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil)

## INSCRIVEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI AUX STAGES D'ETE DE LA LCR

### POUR S'INSCRIRE

Il suffit de remplir le bulletin ci-contre complètement et d'y joindre 150 F d'arrhes — soit en liquide — soit en chèque, à l'ordre de la LCR et une enveloppe timbrée à votre adresse.

LCR Formation, été 82,  
2, rue Richard-Lenoir  
93 108 Montreuil.

Stage n°1 : du 3 au 10 juillet  
Stage n°2 : du 10 au 17 juillet  
Stage n°3 : du 17 au 24 juillet  
Stage n°4 : du 24 au 31 juillet  
Stage n°5 : du 31 juil. au 7 août  
Stage n°6 : du 7 au 14 août  
Stage n°7 : du 14 au 21 août

Le prix est de 650 F tout compris (pension complète et matériel de formation). Une crèche garderie est organisée en permanence pour les enfants.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : .....

Lieu d'emploi : .....

Syndicat : .....

Responsabilité syndicale : .....

Stagiaire à la LCR : .....

en contact avec la LCR : .....

sans contact avec la LCR : .....

Numéro du stage choisi :

Je viens avec enfant(s), âgés de : .....

- j'irai en voiture et je dispose de ..... place(s)
- si c'est possible, j'aimerais profiter d'une place en voiture
- on peut me téléphoner au n° ..... de ..... h à ..... h

## Troupes britanniques HORS DES MALOUINES

**M**OURRA-t-on pour les Malouines ?... Hier, encore, la question pouvait paraître incongrue. La lenteur calculée de l'armada britannique rassurait : ses quarante navires n'étaient donc bien qu'un moyen pour forcer le processus de négociations dans le sens le plus favorable. Un moyen hors de proportions avec l'enjeu immédiat. Coûteux pour une économie anémiée comme celle de la Grande-Bretagne.

Il restait tout de même de quoi sourire. La présence d'un prince de la couronne sur le pont du navire amiral convainquait, ou presque : il devait s'agir d'une de ces actions de cape et d'épée comme seul peut s'en permettre un empire qui tombe en poussière, une tentative de réparer l'humiliation par le ridicule. Formules tombées de la plume du romancier latino-américain Gabriel Garcia Marquez, toujours féroce pour décrire les manifestations de la crise d'une société. D'une société d'un autre siècle...

**A** PRES le débarquement de commandos de Sa Majesté dans l'archipel glacé de Georgie du Sud, à 1 500 kilomètres à l'est des Malouines, et alors que l'impasse est totale au plan diplomatique, la perspective d'un affrontement militaire se précise.

Argentine, Grande-Bretagne. La neutralité n'est pas possible dans le conflit. La présence britannique dans ces îlots de l'Atlantique-Sud peut apparaître dérisoire. Mais on ne peut oublier qu'elle est l'héritage direct de siècles d'exploitation coloniale, le produit du pillage des ressources de pays qui furent assujettis par la force.

C'est au nom de l'extension et de la consolidation de leur empire qu'il y a 150 ans les Anglais chassèrent militairement les Argentins des Malouines. Ceux-ci venaient tout juste de conquérir leur indépendance. Il devenait dès lors nécessaire de se donner tous les moyens possibles pour garantir la sécurité des capitaux venus de Londres et qui s'assuraient le contrôle de l'économie de la jeune république. C'est ainsi que l'archipel est devenu un avant-poste de l'impérialisme britannique.

Un impérialisme aujourd'hui décadent mais qui, néanmoins, de Hong-Kong à Gibraltar, continue de se crispier sur les lambeaux de sa puissance passée. C'est de ce point de vue avant tout qu'il faut considérer le conflit actuel. D'autant que l'Argentine, malgré son relatif développement économique, reste fondamentalement un pays dépendant.

**L**ES prises de position internationales en faveur de la Grande-Bretagne sont des plus explicites. Toutes les métropoles occidentales ont immédiatement et fermement fait bloc autour de Thatcher et condamné l'« intervention militaire » argentine. Les mêmes ou presque se gardent pourtant bien de condamner le processus d'annexion de la Cisjordanie entamé par Israël. Hypocritement, ils osent nous rappeler qu'en Argentine il y a une dictature militaire, alors que les bords de la Tamise sont le berceau de la plus vieille démocratie du monde. Serait-ce pour cela qu'ils ont gardé le silence lorsque, l'an dernier, la « dame de fer » laissait mourir dix grévistes de la faim irlandais ? Et pourquoi la découvrent-ils seulement aujourd'hui cette dictature ? N'était-elle pas déjà en place lorsqu'ils restaient sourds aux appels des Mères de la place de Mai ? Lorsqu'il s'agissait de signer — à Paris notamment — des contrats de vente d'armes ? Lorsque ses généraux s'approprièrent, il y a quelques semaines, à participer à une « force interaméricaine » d'intervention contre les révolutionnaires salvadoriens ?

Engagés dans une médiation entre deux alliés pour eux essentiels et tentant de promouvoir une solution favorisant leurs intérêts propres, les Etats-Unis ont fait preuve initialement de plus de réserve. Mais ils ont voté une condamnation de l'Argentine à l'ONU et contribué au ravitaillement de la flotte britannique.

**L**E jugement selon lequel un succès du gouvernement argentin dans cette affaire signifierait sa consolidation ne peut, dans ce contexte, motiver une prise de position. D'autant qu'il n'est guère fondé. Les premières images de l'union nationale en Argentine se sont vite estompées. « Les Malouines sont argentines. La dictature non ! », scandent maintenant par dizaines de milliers les manifestants qui, à Buenos-Aires, se mobilisent contre l'impérialisme britannique.

Les organisations ouvrières qui combattent le pouvoir militaire et s'opposent aujourd'hui à l'intervention britannique ont la possibilité de le faire avec plus d'écho chaque jour sans avoir à renoncer à leurs revendications, ni tomber dans le piège, celui de l'union sacrée.

Les révolutionnaires, les anti-impérialistes sont à leurs côtés dans ce combat. C'est aussi leur devoir de s'opposer à l'intervention militaire de l'impérialisme britannique et aux mesures de rétorsion économique prises contre l'Argentine. Elles ne pénaliseront que les travailleurs argentins pour mieux favoriser les menées belliqueuses des centurions de Sa Majesté.

Jean-Pierre Beauvais.

• Quatre mois après le coup de force des bureaucrates polonais, Solidarité se réorganise, les travailleurs multiplient les manifestations de résistance.



## POLOGNE : JARUZELSKI INCAPABLE DE NORMALISER

**P**RES de six mois après le coup d'Etat du général Jaruzelski, les bureaucrates sont encore loin de crier victoire : « La situation est extrêmement compliquée. Nous sommes encore vraiment loin de fêter la victoire. Nous pouvons encore nous trouver en face de choses, de phénomènes, d'événements que nous ne sommes même pas en état d'imaginer maintenant. Tout est encore possible, camarades. — Camarades, ce que vous dites est effrayant ! (1) »

Ce dialogue, extrait de l'enregistrement d'une conférence du commissaire militaire de la radio et de la télévision polonaises devant les membres du parti qui y travaillent, résume mieux que de longs discours le désarroi de la junte bureaucratique qui a pris le pouvoir le 13 décembre en Pologne. Le même commissaire poursuit : « L'état de guerre durera en Pologne jusqu'à ce que le parti renaisse. Et je ne pense pas ici à la bureaucratie du parti, car celle-ci renaît très vite, mais je pense à la situation de base dans les grandes entreprises. » Car le parti, cet instrument par excellence de contrôle sur la société, est exsangue. Depuis août 1980, il a perdu plus de deux tiers de ses membres. Dans l'industrie, il tend de plus en plus à se réduire aux cadres et permanents. Sa base de masse aujourd'hui se concentre de plus en plus dans l'appareil du pouvoir.

### Tensions pour la bureaucratie

Les essais de reconstruction d'organisations sociales sous la bote de la bureaucratie ont fait long feu. « Les commissions sociales », créées dans les entreprises pour remplir ce que les bureaucrates considèrent comme étant les fonctions d'un syndicat — distribuer les pommes de terre pour l'hiver et organiser les colonies de vacances — sont unanimement boycottées. Les tentatives d'utiliser les militants élus aux conseils ouvriers avant le putsch, pour qu'ils prennent sur eux la tâche d'expliquer aux travailleurs la baisse de leur niveau de vie en contrepartie d'une « cogestion » des plus réduites, se sont heurtées également au refus des intéressés.

Si les magasins sont mieux fournis — suite à une hausse des prix de 300 % en moyenne — les travailleurs n'ayant plus les moyens de s'approvisionner, la production baisse dans des proportions catastrophiques : selon les données officielles de l'Office central des statistiques, les grandes entreprises n'ont réalisé en moyenne que 40 à 45 % de la production initialement planifiée. Cela est dû, d'une part, à la

résistance passive des travailleurs (ainsi, dans les mines de Silésie, 50 % environ de mineurs suivent les consignes syndicales de sabotage de la production) et, d'autre part, à la désorganisation de la production imposée par les restrictions de l'état de guerre : nombre d'entreprises sont à l'arrêt deux jours sur trois, par manque de pièces et de matières premières.

L'incapacité de « normaliser » la situation accroît les divergences au sein de la bureaucratie. Ces divergences trouvent leur fondement dans la contradiction qui existe depuis décembre entre l'ancien et le nouvel appareil du pouvoir : toutes les structures étatiques ont été doublées par une structure militaire correspondante. Il s'ensuit des luttes intestines entre l'appareil du parti et de l'Etat, soucieux de garder ses prérogatives et ses privilèges, et l'appareil militaire, qui voit dans ses nouvelles fonctions la possibilité de s'accaparer de nouveaux privilèges. L'ancien appareil du parti a réussi notamment à se doter de groupes armés qui, sous l'appellation « auto-défense politique-POUP », se préparent à jouer le rôle d'une police autonome de l'appareil militaro-policière de la junte.

### La résistance se développe

Par ailleurs, l'armée, placée sur le devant de la scène politique, connaît un processus de démoralisation. Des désertions se multiplient, parmi les soldats qui en sont à leur troisième année de service militaire et qui n'en voient pas la fin. A Elblag, un déserteur a ouvert le feu sur les voitures de la milice. Il a fallu deux heures au bataillon de la milice dépêché sur place pour le maîtriser. Solidarité a entrepris un travail en direction des soldats. Des tracts leur sont massivement diffusés, les appelant à refuser d'exécuter les ordres avec lesquels leur conscience serait en désaccord. Aussi significatif, certains bulletins du syndicat font état de la constitution de groupes informels au sein des unités.

Solidarité, durement désorganisé par la première vague de répression, s'est restructuré au sein des entreprises et dans les quartiers. Les cercles de résistance sociale (KOS), formés de cinq personnes qui en constituent d'autres suivant un système pyramidal, se développent. Plus de

1 700 journaux paraissent régulièrement dans la clandestinité. Des grèves et des arrêts de travail courts se multiplient. Entre le 13 (date anniversaire du coup) et le 16 (date anniversaire du massacre des mineurs de la mine « Wujek » en décembre dernier), diverses manifestations ont eu lieu dans l'ensemble du pays. Les rues, les murs d'usines et les ateliers sont régulièrement « décorés » de slogans hostiles à la junte — la milice a organisé des équipes spéciales pour les effacer dans la matinée. Le boycott collectif des informations télévisées, commencée dans la ville de Swidnik, s'est étendue aux autres villes environnantes. Ailleurs, Solidarité organise d'autres manifestations qui ne peuvent être réprimées : par exemple, dans l'usine d'armements « Walter » de Radom, les travailleurs ont décidé de sortir tous par le même porche, ce qui contribue à développer le sentiment de solidarité et de force parmi les travailleurs et la population.

Par ailleurs, Solidarité se structure : un comité national de résistance (OKO), dont les proclamations sont signées par des dirigeants connus de plusieurs régions, a été formé. Des directions régionales provisoires se sont formées dans d'autres régions. Les premiers résultats ne se font pas attendre : le 13 avril, l'appel à cesser le travail durant un quart d'heure a été largement suivi dans une dizaine de régions au moins. Parallèlement, les discussions sur la stratégie du mouvement et sur le type d'organisation à mettre en place ont dépassé le niveau régional, permettant un enrichissement des débats.

Solidarité continue donc. Et les travailleurs polonais ont plus que jamais besoin du soutien et de la solidarité des travailleurs d'autres pays. Actuellement, selon les informations officielles, près de 10 % de la population polonaise ne survit que grâce à l'aide apportée par convois de l'extérieur. Ceux-ci sont par ailleurs une preuve tangible, pour ceux qui luttent en Pologne, que leur combat intéresse les travailleurs du monde entier.

En cela, la solidarité avec Solidarité reste aujourd'hui une tâche importante pour les militants ouvriers et révolutionnaires, pour tous les travailleurs.

Cyril Smuga

(1) Cf. « Le Monde » du 15/4/1982, « Les confidences d'un commissaire militaire... »

Les sections SNADGI-CGT, SNI-CFDT, SGI-FO et SNUI de Paris-Ouest appellent les agents des impôts de Paris-Ouest, de la région parisienne à venir le 5 mai, 18 h 30, à la Bourse du travail, manifester leur soutien aux travailleurs polonais en lutte contre l'état de siège et de répression qui sévit dans leur pays depuis plus de quatre mois.

Meeting avec la participation de militants de Solidarnosc. Salle Jean-Jaurès, 3, rue du Château-d'Eau, Paris 10<sup>e</sup>, métro République. Ce meeting est soutenu par le PCI et la LCR.

**L**E 5 juin prochain, Ronald Reagan sera à Paris. Il participera à la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des sept principales puissances impérialistes. Il se rendra ensuite au sommet de l'OTAN, à Bonn, où doit être prise la décision d'implanter 572 nouvelles fusées nucléaires américaines en Europe.

**Reagan à Paris !**

Pour ceux qui, par dizaines de millions, subissent le joug de dictatures sanglantes, du Salvador à l'Argentine, de la Turquie à la Corée du Sud, du Chili au Guatemala, voilà le symbole de l'exploitation, de la répression meurtrière !

**Reagan à Paris !**

Pour tous ceux qui, en Europe, sont victimes de plans d'austérité qui font la part belle aux dépenses militaires, voilà le symbole des menaces de guerre nucléaire que l'OTAN, cette alliance contre-révolutionnaire, fait peser. Sur eux et sur l'humanité entière.

**Reagan à Paris !**

Celui qui mène contre les travailleurs américains l'offensive la plus brutale depuis plusieurs décennies. Celui qui ne craint pas de mettre au chômage 10 millions d'Américains, en même temps qu'il réduit drastiquement les budgets sociaux ; de la santé jusqu'à l'éducation. Celui qui à Washington multiplie le budget militaire. Celui qui ordonne l'escalade meurtrière en Amérique centrale.

**Reagan à Paris ! Reagan-la-guerre. Reagan-la-barbarie.**

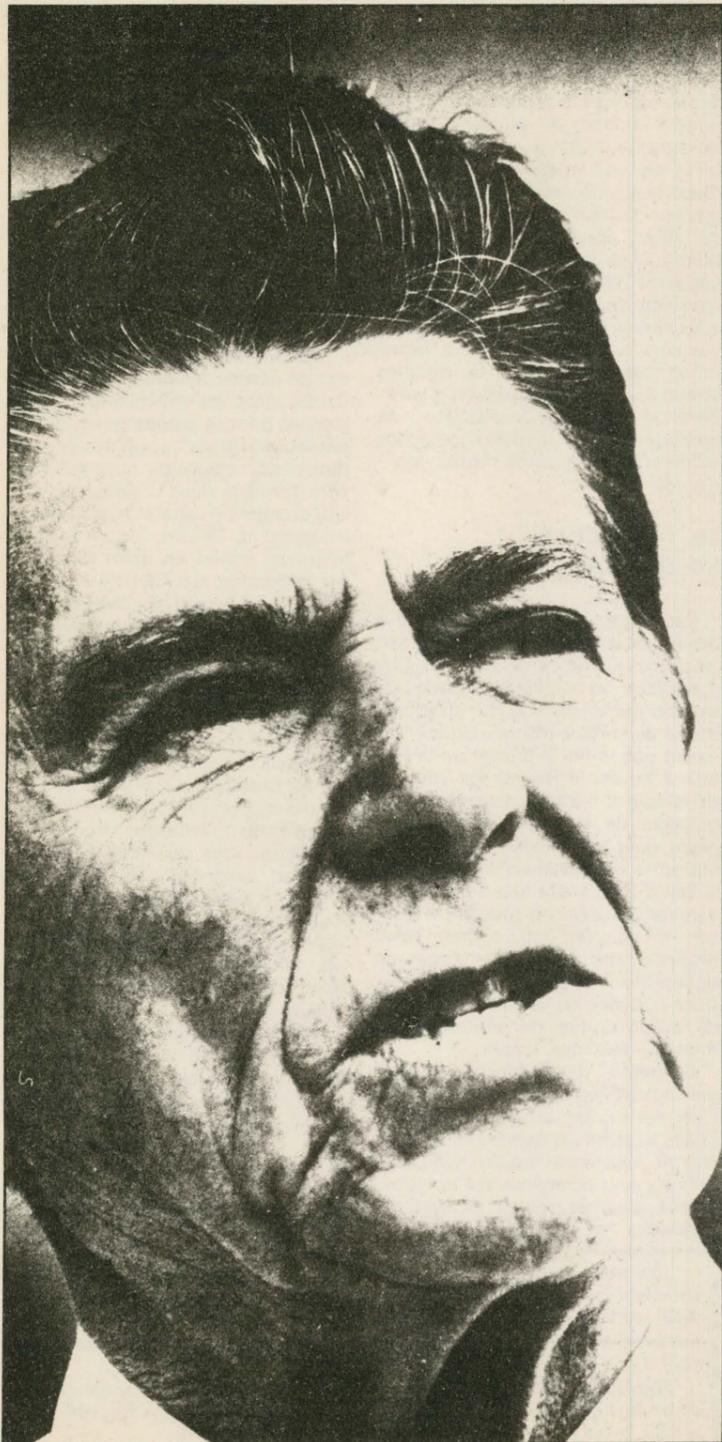
**Sa venue est une provocation. Pas un travailleur, qu'il soit socialiste ou communiste, pas un militant syndical, pas un militant anti-impérialiste ne peut rester indifférent ou passif. Ce bourreau du peuple salvadorien, ce fauteur de guerre nucléaire doit avoir l'accueil qu'il mérite.**

**Contre Reagan, tous dans la rue le 5 juin !**

**Tous aux côtés de la révolution en Amérique centrale !**

**A bas l'impérialisme génocidaire, non aux Pershing, non aux Cruise !**

J.-P. B.



• Amérique centrale :

## L'ESCALADE MILITAIRE

**E**LECTIONS et recherche de solutions négociées. Depuis plusieurs semaines voilà l'image que le gouvernement américain tente de donner de sa politique en Amérique centrale.

• **Elections ?** Mieux vaudrait dire farces électorales, grossières et sinistres.

Au Guatemala, le 8 mars dernier. Plus d'une centaine de morts pour la seule journée du scrutin. Une fraude tellement évidente que le candidat « officiel », celui de l'état-major de l'armée, ne pouvait se prévaloir d'une quelconque légitimité. Deux semaines plus tard, et alors que les résultats n'étaient toujours pas proclamés, un coup d'Etat avait lieu. Un nouveau général s'emparait du pouvoir.

Au Salvador, le 28 mars. Le vote est obligatoire. Ne pas avoir la preuve qu'on a « voté » ce jour-là peut signifier perdre son travail, perdre la vie et mettre en péril ses proches. Selon les « résultats finaux » rendus publics par la junte militaire, il y aurait eu 300 000 votants de plus que d'inscrits ! Et l'extrême droite fasciste, celle-là même qui, derrière le major d'Aubuisson, prône ouvertement le génocide pour venir à bout de la mobilisation populaire, se retrouve majoritaire dans la nouvelle Assemblée constituante...

• **Recherche d'une solution négociée ?** Mieux vaudrait dire manœuvres diplomatiques.

Manœuvres pour tenter de diviser les forces qui s'opposent aux régimes dictatoriaux.

Manœuvres pour freiner, aux Etats-Unis mêmes, le développement de l'opposition à la politique de Reagan : selon plusieurs sondages concordants, 80 % de la population seraient opposés à un engagement militaire direct en Amérique centrale.

Manœuvres visant aussi à réduire les divergences apparues avec la bourgeoisie mexicaine et certains gouvernements européens qui, pour leur part, pensent qu'une médiation peut encore endiguer la montée révolutionnaire...

« Une des raisons pour encourager la médiation mexicaine réside dans l'espoir de l'échec d'éventuelles négociations. Le gouvernement mexicain pourrait alors mieux apprécier la menace que représente pour lui l'immixtion cubaine et soviétique en Amérique centrale. Nous voulons qu'il l'apprenne. » Voilà ce qu'osait déclarer un haut fonctionnaire de la Maison-Blanche à l'*International Herald Tribune* (18 mars 1982). Difficile d'être plus cynique et plus clair !

• **Derrière l'« image » recherchée, il y a la poursuite et même l'accentuation de l'effort de guerre de l'impérialisme en Amérique centrale** et son prolongement logique : l'organisation, si nécessaire — c'est-à-dire si la progression des forces révolutionnaires se poursuit —, d'une intervention directe.

Le prétendu plan d'aide économique à l'Amérique centrale et à la Caraïbe présenté par Reagan devant l'Organisation des Etats américains (OEA) à la fin février est, pour une bonne part, un plan d'aide militaire : 60 millions de dollars y sont explicitement prévus à cet effet.

Il faut les ajouter aux 26 millions de dollars inscrits au budget régulier et aux 55 millions de dollars qui furent débloqués en catastrophe le 1<sup>er</sup> février pour permettre à l'armée salvadorienne de commencer à reconstituer son aviation en grande partie détruite.

Il ne s'agit toutefois là que d'une partie des crédits relatifs à l'effort de guerre dans cette région. La partie publique. N'a-t-on pas déjà évoqué, au Sénat américain, la nécessité d'accorder une aide exceptionnelle de 400 millions de dollars aux militaires salvadoriens pour les deux années à venir ?

• **Mais l'engagement des Etats-Unis va bien au-delà de cette aide financière considérable à l'échelle des pays concernés.**

Des navires de guerre de l'US Navy stationnent maintenant en permanence dans les eaux territoriales nicaraguayennes (golfe de Fonseca), alors que le Nicaragua ne possède aucune force navale.

Courant mars, de nouveaux services navals de grande ampleur se sont déroulés dans le golfe du Mexique. Ils étaient coordonnés dans le cadre de l'OTAN. Cette alliance militaire n'est donc pas seulement supposée défendre la « démocratie » en Europe. Sous prétexte que « les eaux du golfe et de la Caraïbe sont des artères vitales pour l'Occident » (*Miami Herald* du 21 février 1982) elle est aussi un instrument pour écraser les peuples de la région.

« Ces manœuvres signifient que le blocus naval de Cuba n'est pas pure imagination » précisait l'éditorialiste de ce journal.

Il y a les 1 600 soldats et officiers salvadoriens qui reçoivent un entraînement intensif à Fort Bragg.

Il y a les camps militaires prétendument « privés » de Floride et de Californie où s'entraînent les contre-révolutionnaires nicaraguayens et cubains.

Il y a, au Honduras, à proximité de la frontière avec le Nicaragua, les bases où se regroupent les anciens hommes de main de Somoza et à partir desquelles ils multiplient sabotages et attentats en territoire nicaraguayen.

Il y aussi — quel aveu ! — ce budget spécial dont vient d'être dotée la CIA pour « mener des actions de déstabilisation contre Cuba et le Nicaragua »...

Farces électorales et manœuvres diplomatiques ne doivent donc pas masquer l'essentiel : **les Etats-Unis sont en guerre contre les peuples d'Amérique centrale. Et ils se préparent à franchir de nouveaux échelons dans leur escalade militaire.**

Contre cette guerre, contre cette escalade, il faut se mobiliser. Il n'y a pas de meilleur moyen, aujourd'hui, d'affirmer notre solidarité active avec le combat des peuples d'Amérique centrale.

Jean-Pierre Beauvais

**« Le peuple salvadorien est victime d'un génocide »  
« Le gouvernement américain porte une lourde responsabilité dans cette situation »**

Extraits d'un rapport de *Pax Christi international* sur les massacres de population.

« Si l'on s'en tient à la seule année 1981, les chiffres sont impressionnants : 10 228 morts recensés du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août (...)

« Ici, comme au Guatemala, la disparition forcée fait partie intégrante de la vie des citoyens. C'est par dizaines que, chaque jour, les familles de personnes disparues viennent trouver les services du secours juridique de l'archevêché et de la Commission des droits de l'homme, à la recherche d'un père, d'un frère, d'un mari. (...)

« La torture apparaît de manière évidente sur les corps des personnes retrouvées : traces de coups, décapitations, viols des femmes et des jeunes filles. Parfois, la tête est retrouvée à plusieurs mètres du corps ; parfois, plusieurs têtes sont retrouvées au même endroit. La même recherche de mises en scène macabres, soulignée pour le Guatemala, se retrouve au Salvador : fœtus disposé à côté de la mère ; tête du mari ou compagnon trouvée dans le ventre ouvert de la femme ou de la compagne. (...)

« Le peuple salvadorien est victime d'un génocide. La junte a mis en place toute une législation d'exception qui supprime les droits des détenus et des inculpés et légitime la torture. (...)

« Dans la plupart de ces massacres et assassinats, les forces armées salvadoriennes et les organisations paramilitaires d'extrême droite coopèrent étroitement. Il est établi que la junte civile-militaire est directement responsable de cette politique de génocide, une politique qui dépasse maintenant les frontières du pays (massacres de réfugiés salvadoriens au Honduras).

**« Le gouvernement des Etats-Unis, qui accorde un appui inconditionnel à la junte et qui a multiplié ses livraisons d'armes et son assistance militaire technique, porte une lourde responsabilité dans cette situation. »**

# « REAGAN-LA-GUERRE » A PARIS

• Une course aux armements démentielle

## Un million d'Hiroshima



DEUX échéances domineront la prochaine tournée en Europe de Ronald Reagan : le sommet des sept principaux pays capitalistes à Versailles et le sommet de l'OTAN le 10 juin à Bonn. Cette dernière réunion est, à elle seule, le symbole de la démentielle course aux armements dont l'impérialisme américain a pris l'initiative. C'est, en effet, à cette occasion que doit être donné le feu vert à l'implantation sur le vieux continent de nouvelles fusées nucléaires américaines.

• 572 fusées Pershing et missiles Cruise. Entre 1983 et 1990,

108 Pershing 2 doivent être installées en Allemagne fédérale. Dotées d'une très grande précision (50 mètres), d'une portée de 1800 kilomètres, elles sont capables d'atteindre en sept minutes les silos soviétiques les plus proches. Au cours de la même période est prévu le déploiement de 464 Cruise Missiles — dit missiles de croisière — en RFA, Grande-Bretagne, Italie et Pays-Bas. Ceux-ci sont capables d'échapper aux radars et de toucher leur objectif à 2 500 kilomètres de distance, avec une précision quasi absolue.

Mais il ne s'agit là que d'un as-

pect du programme global de réarmement que la principale citadelle impérialiste a entrepris de mettre en œuvre.

• 1 200 bombes « N ». C'est en août dernier que Reagan a annoncé sa décision de lancer la production de la bombe à neutrons. Il s'agit d'une arme « propre » comparativement à l'arsenal atomique classique puisqu'elle permet de détruire toute vie humaine dans un périmètre relativement restreint sans pour autant causer de dommages importants aux matériels et aux immeubles. Mais par là même, parce qu'elle permet de maîtriser, dans le temps et l'espace, l'usage du feu nucléaire, l'arme neutro-nique abaisse considérablement le seuil de déclenchement d'un conflit atomique.

• Programmes MX et B1. Les forces stratégiques intercontinentales basées aux USA vont prochainement être équipées de 100 missiles MX, fusées à quatre étages dotées de dix ogives nucléaires pouvant atteindre des objectifs différents. Le programme « MX » s'accompagne de la mise en application d'un programme « B1 » qui prévoit la construction de cent bombar-

## DANS LA RUE DANS L'UNITE

La venue de Reagan en Europe sera l'occasion d'importantes initiatives du mouvement ouvrier, de tous les anti-impérialistes.

A Bonn, ce sont 500 000 personnes venues de tous les coins de la République fédérale allemande qui sont attendues par les organisateurs.

En France, à Paris, la mobilisation doit être la plus massive et la plus large possible. Depuis plusieurs semaines, les contacts se sont multipliés pour préparer la journée du 5 juin.

Dans quelques jours sera rendu public un appel d'intellectuels et de personnalités très diverses. Mais, d'ores et déjà, de nombreuses organisations anti-impérialistes ont fait savoir qu'elles participeront à la manifestation prévue. C'est le cas de la Ligue communiste révolutionnaire qui, sans partager né-

cessairement tous les points de cet appel, se félicite du large courant unitaire qui se dessine ; unité dans le cadre de laquelle chacun aura la possibilité de venir à Paris le 5 juin avec ses propres mots d'ordre.

En ce qui nous concerne, l'agression impérialiste en Amérique centrale et le soutien aux peuples combattants de ces pays, ainsi que la politique de surarmement impulsée à Washington, nous semblent les deux axes essentiels autour desquels il faut se mobiliser.

Localement, de nombreuses initiatives préparatoires sont déjà annoncées. Des comités unitaires s'organisent à Paris et dans plusieurs villes de province. Il n'est pas possible qu'une seule organisation ouvrière soit absente d'une mobilisation qui, un peu plus d'un an après le 10 mai, doit renouer avec les meilleures traditions anti-impérialistes.

dépenses militaires ont doublé entre 1977 et 1982.

Reagan entend encore développer le mouvement. Pour les six exercices budgétaires 1981-1986, les crédits consacrés à l'effort de guerre doivent atteindre environ 1 500 milliards de dollars. Cela représente, en dollars courants, les dépenses des dix-sept années précédentes qui comprennent pourtant la période de la guerre du Vietnam.

Les USA sont ainsi en passe de dépenser plus pour la guerre que lors du conflit vietnamien au cours duquel ils avaient dépensé, en monnaie constante, 84,7 % de plus que pendant la Première Guerre mondiale et 56,8 % de plus que pendant la guerre de Corée.

Pour sortir le capitalisme de sa crise et pour restaurer ses positions dans le monde, l'impérialisme américain veut élever à un niveau encore jamais atteint son potentiel militaire. Cela représente une grave menace pour les peuples du monde. A eux seuls, les euromissiles, la bombe à neutrons, les fusées géantes MX représentent au total plus d'un million d'Hiroshima.

Christian Picquet

## Une supériorité militaire de l'URSS ?

C'EST au nom d'une prétendue supériorité militaire de l'Union soviétique que les Etats-Unis et leurs alliés européens justifient leurs préparatifs de guerre. De telles affirmations ont été à plusieurs reprises démenties. Ainsi, l'Institut international de Stockholm (SIPI) estime que les dépenses militaires des membres du Pacte de Varsovie sont restées inférieures à celles des pays de l'Alliance atlantique : de 40,4 milliards de dollars (valeur 1973) en 1976, de 42,7 milliards en 1977, de 39,6 milliards en 1978 et de 39,7 milliards en 1979.

Diagnostic identique pour l'Institut de recherches stratégiques de Londres — pourtant peu suspect de sympathies envers Moscou — qui écrivait en 1980 : « Nous ne voyons aucune raison de modifier notre conclusion des années précédentes selon laquelle l'équilibre global est tel qu'il enlève tout intérêt à une agression militaire. Les défenses de l'OTAN sont d'une telle ampleur et d'une telle qualité que toute tentative de les forcer ne peut se faire qu'à un niveau d'attaque élevé, dont les conséquences pour l'agresseur seraient incalculables. (1) »

L'ancien président américain Richard Nixon — aujourd'hui chaud

partisan de la politique de Reagan — écrivait lui aussi en 1980 : « Les Soviétiques sont nos égaux en puissance. (2) » Quant à Helmut Schmidt, qui s'oppose maintenant avec tant de virulence au mouvement antiguerre dans son pays, il déclarait en septembre 1979 à l'hebdomadaire britannique *The Economist* : « Il n'y a, aussi loin que je puisse voir, aucune attitude offensive dissimulée derrière la politique russe. »

Voilà donc l'impérialisme pris en flagrant délit de mensonge. Car l'effort de guerre est bien antérieur à ces propos, puisque c'est dès 1977 que l'on constate une élévation régulière et massive du budget militaire des Etats-Unis. Les chiffres cités montrent que la modernisation du potentiel militaire de la bureaucratie soviétique n'a jamais permis de rattraper l'avance américaine. La thèse d'un déséquilibre au profit de l'Est n'est donc destinée qu'à légitimer aux yeux de l'opinion mondiale la course aux armements dont Washington a pris l'initiative.

C.P.

1. « Military Balance », édition 1979-1980

2. Richard Nixon, « La vraie guerre », édition Albin-Michel

## La progression des dépenses d'armement américaines

|   | 1981    | 1982    | 1983    | 1984   | 1985    | 1986   | Total<br>81-86 |        |
|---|---------|---------|---------|--------|---------|--------|----------------|--------|
| <b>• En milliards de dollars courants</b>                         |         |         |         |        |         |        |                |        |
| Autorisations de dépenses   | 178     | 222     | 254,8   | 289,2  | 326,5   | 367,5  | 1638           |        |
| Dépenses effectives   | 158     | 184     | 221,1   | 249,8  | 297,3   | 336    | 1446,8         |        |
| <b>• Progression en termes réels (compte tenu de l'inflation)</b> |         |         |         |        |         |        |                |        |
| Autorisations de dépenses, croissance réelle                      | + 12,4% | + 14,6% | + 7,3%  | + 7%   | + 7%    | + 7%   |                | + 9,2% |
| Dépenses effectives   | + 7%    | + 6,2%  | + 11,3% | + 6,1% | + 12,5% | + 7,4% |                | + 8,4% |

Evolution prévue des dépenses d'armement américaines jusqu'à la fin du mandat de Reagan. Chiffres cités par le secrétaire d'Etat à la Défense, Caspar Weinberger (*New York*

*Times* du 5 mars 1981). Il est ici question d'années fiscales qui, aux USA, débutent le 1<sup>er</sup> octobre pour s'achever le 30 septembre de l'année suivante.

• Son récent congrès était censé fournir un nouveau souffle au SPD. Il est bien loin d'avoir rempli son objectif.



Willy Brandt et Helmut Schmidt au congrès de Munich

# La social-démocratie allemande sur le déclin.

ELU chancelier d'Allemagne fédérale à la tête d'une coalition avec le Parti libéral (FDP), en octobre 1969, Willy Brandt déclarait : « Nous sommes placés devant la nécessité de procéder à de vastes réformes. (...) Non, nous ne sommes pas à la fin de notre démocratie, nous en sommes à ses véritables débuts. »

Pendant dix ans, les sociaux-démocrates allemands ont pu présenter leur gestion du pays comme un « modèle ». Leur influence dans la Confédération des syndicats (DGB, 7,6 millions d'adhérents) leur permit d'instaurer une apparence de consensus social.

## Du modèle...

Sous le nom d'« Action concertée », des rencontres régulières entre patronat et syndicats furent institutionnalisées sous la houlette de l'Etat. La crise épargnant la RFA, les chefs d'entreprise acceptèrent, en contrepartie d'une relative « paix sociale », de faire des concessions, notamment au niveau salarial. Tout l'édifice reposait sur la cogestion (Mittbestimmung) instaurée en 1976 pour les entreprises de plus de deux mille salariés.

Le capital n'eut pas à se plaindre de l'accession aux affaires du Parti social-démocrate (SPD). La politique de Brandt, puis celle d'Helmut Schmidt, facilita la course effrénée des trusts à la rentabilité, permettant à la RFA de devenir la seconde puissance impérialiste. Ainsi, de 1971 à 1976, les cinq premiers groupes allemands (Hoechst, BASF, Bayer, Thyssen et Siemens) ont pu augmenter leur chiffre d'affaires de 59 % et leurs profits nets de 58 %, tandis qu'ils réduisaient le nombre d'emplois dans leurs secteurs respectifs. Quant à la cogestion, elle n'inquiéta guère les capitalistes puisque, d'emblée, ils disposaient d'une majorité assurée dans les conseils d'administration.

Depuis le deuxième choc pétrolier, à la fin des années soixante-dix, les cartes sont bouleversées. La monnaie présente de graves signes de faiblesse. Certains secteurs de l'industrie (machines-outils et automobile en particulier) sont soumis à une très forte concurrence japonaise. La balance des paiements est devenue déficitaire en

1981 et le budget fédéral accuse un trou de trente-cinq milliards de marks. Quant au chômage, il touche désormais deux millions de personnes.

## ... à la crise d'identité

Dans cette situation, les chefs d'entreprise remettent en cause l'ensemble des concessions passées (salaires, droits sociaux, et même la loi sur la cogestion) et entendent imposer une austérité draconienne. Au sein de l'alliance au pouvoir, les libéraux se font l'écho de ces pressions et menacent de faire tomber le cabinet s'ils ne sont pas entendus. Le chancelier a donc entrepris de mettre en œuvre un programme de distribution aux entreprises de primes à l'investissement, tout en cherchant à imposer aux syndicats une diminution des salaires. C'est ainsi que dans la métallurgie du Nord-Westphalie, l'accord signé il y a quelques semaines limite à 4,2 % la progression des rémunérations, alors que l'on s'attend à un taux d'inflation de 6 %.

Aux yeux d'un nombre croissant de travailleurs et de militants, notamment dans la jeunesse, la nouvelle situation agit comme un révélateur à l'égard de l'héritage social-démocrate. Car, au bout du compte, que reste-t-il des grandes réformes annoncées il y a plus de dix ans ? 1,7 % des foyers détiennent toujours 74 % des moyens de production. A l'inverse, la charge fiscale des travailleurs a progressé deux fois plus vite que leurs salaires bruts et les prétendues conquêtes sociales sont désormais remises en question. Peter Glotz, le secrétaire général du SPD, est bien obligé d'admettre la faillite du modèle allemand de collaboration de classes : « Je pense que le "consensus" sera de plus en plus difficile à maintenir parce qu'il n'y a plus les mêmes passerelles entre parti et centrale syndicale chez les jeunes. »

Comment, dès lors, s'étonner d'un effritement électoral qui bénéficie à la droite et aux « verts » (écologistes et dissidents de gauche du SPD). Un sondage de l'Institut de démoscopie d'Allensbach n'accorde par exemple que 31,4 % des intentions de vote pour la formation de Schmidt, contre 52,7 %

aux chrétiens-démocrates (CDU) et environ 7 % aux « verts ». Parallèlement, les adhésions sont en chute libre et le SPD ne recrute pratiquement plus de jeunes et de femmes.

L'appareil ne cherche plus à dissimuler le marasme et la crise d'identité du parti. Peter Glotz reconnaît que la politique gouvernementale « n'est pas une politique social-démocrate » et a des conséquences qui « ne sont pas toujours bonnes, notamment dans les relations avec les syndicats ». Il ne lui reste donc qu'un unique argument : « Il vaut mieux faire cette politique-là, en être les acteurs, plutôt que d'être les spectateurs d'une politique totalement désastreuse menée par les conservateurs de la CDU. »

## Un congrès sans souffle

Le congrès de Munich, du 19 au 23 avril, était censé donner un nouveau souffle au SPD. Trois courants étaient en présence. Une « gauche », influente dans les jeunes socialistes — les « Jusos » —, plaidait pour une rupture avec le FDP et un retour à l'opposition. Elle s'opposait ainsi aux partisans du chancelier qui entendaient restaurer la discipline interne afin que le parti fasse bloc autour du gouvernement.

Enfin, tout un secteur de l'appareil, derrière son président Willy Brandt, s'est montré soucieux de regagner les positions perdues dans la jeunesse et dans la classe ouvrière, de redonner une identité à la social-démocratie, sans pour autant se différencier des options fondamentales de Schmidt. Tout au plus, entendit-on Brandt plaider pour « un net profil social-démocrate à l'intérieur de la coalition », indiquer que la crise « ne doit pas devenir un instrument de combat pour ceux qui possèdent déjà beaucoup », et énumérer une série de réformes à entreprendre. Mais il se garda bien de donner la moindre concrétisation à ses propos.

Il est significatif des pressions qui s'exercent à la base du parti et dans le mouvement syndical que le congrès ait dû adopter un « programme de lutte contre le chômage » qui prévoit, entre autres choses, un prélèvement exceptionnel sur les grandes fortunes. Pourtant bien timoré en regard des besoins des travailleurs en cette période de crise, le pro-

jet a provoqué un tollé dans les milieux patronaux et chez les libéraux. Mais Schmidt a tenu à les rassurer en rappelant que, dans la tradition du SPD, les résolutions de congrès n'ont aucune influence sur la conduite du cabinet. « Je ne veux pas être, déclara-t-il à la tribune, l'exécutant d'une volonté du parti, mais (...) je dois prendre, après mûre réflexion, toutes décisions répondant aux intérêts de notre peuple. »

Mais c'est surtout le débat sur l'attitude internationale qui fut au cœur des assises. Depuis que l'OTAN en a pris la décision en 1979, le chancelier et son équipe se sont faits les défenseurs acharnés de l'implantation de 108 fusées Pershing et de 96 missiles Cruise. Et ce, malgré le formidable mouvement pour la paix qui déferle sur le pays et ébranle fortement le SPD.

La contestation la plus radicale fut sans doute exprimée par la délégation du Schleswig-Holstein qui se prononça pour des initiatives de désarmement unilatéral, la renonciation au premier usage du feu nucléaire, l'interdiction des armes bactériologiques, chimiques, neutroniques, et le gel des budgets militaires. Plus modérés, Ehrhard Eppler, membre du présidium du SPD, et Oskar Lafontaine, maire de Sarrebrück, préconisèrent simplement un moratoire concernant les systèmes de fusée de moyenne et de courte portée.

## Victoire à la Pyrrhus

En dramatisant les enjeux et en traitant pratiquement ses adversaires d'agents de Moscou,

Schmidt a fait repousser ces motions. Mais, craignant d'être battu, il a soigneusement évité de demander au congrès d'approuver le surarmement impérialiste. La résolution de la direction se contente de repousser à l'automne 1983 la décision définitive du parti en fonction du résultat des négociations soviéto-américaines de Genève.

Pour cette raison, on ne saurait parler d'échec des courants critiques. Sur leurs positions, ils ont obtenu entre 30 et 40 % des mandats, ce qui témoigne de l'influence du mouvement anti-guerre auprès des militants. Ces scores et l'aspect volontairement confus du texte majoritaire rendent particulièrement incertaine une victoire de Schmidt au congrès de 1983.

En fin de compte, le congrès n'aura pas rempli ses objectifs. Il aura tout au plus permis à la direction de repousser les échéances. Mais il n'en sort aucun projet crédible susceptible de regagner l'adhésion populaire et de restaurer l'unité d'une formation traversée de courants contradictoires. La réélection de Schmidt au poste de vice-président du SPD, avec 87,7 % des voix, ne peut faire illusion. Le discrédit qui le frappe s'est exprimé par une perte sensible de suffrages par rapport au congrès précédent. Son principal atout réside dans le fait qu'aucun courant du parti n'est aujourd'hui capable d'exprimer une orientation alternative.

Le temps de la splendeur est décidément bien fini. Les sociaux-démocrates paraissent n'avoir plus, outre-Rhin, qu'une préoccupation : ne pas tomber avant les élections générales de 1984.

Christian Picquet

# INPRECOR

SPECIAL ECONOMIE

N° 125



# LA PUB A LA TELE

## RUSH SUR LES MEDIAS

« Les ressources de la Société nationale de radio-télévision proviendront de la redevance et d'une taxe sur les industries de la radio-télévision. La publicité de marques sera supprimée. » Ne rêvez pas : cette affirmation simple et sans ambiguïté n'est pas tirée du projet de loi sur la radio-télévision qui sera soumis prochainement au Parlement... mais de feu le Programme commun de gouvernement du PC et du PS. Plus personne aujourd'hui, aussi bien du côté du PC que celui du PS, des confédérations CGT et CFTD, de leurs syndicats de la radio-télévision, ne remet en cause la prolifération de la publicité sur le petit écran. Dès 1977, le futur ministre de la Santé, Jack Ralite, déclarait : « Beaucoup raisonnent ici comme si la publicité était impure en soi. Non, c'est absurde. A « l'Humanité » on accepte, et même on revendique, cette publicité que le grand capital nous a si longtemps refusée. Il ne faut pas oublier que lorsqu'on aura une télévision souveraine, elle sera plus facile à limiter et à contrôler. »

**P**LUS personne... sauf le téléspectateur lorsqu'il râle contre « sa » télé, ressentant la dégradation intervenue depuis l'instauration de la publicité de marques par Giscard en 1975. Plus personne... sauf les techniciens d'Antenne 2 lorsqu'ils se mettent spontanément en grève contre la diffusion d'un spot publicitaire avant Goldorak. « L'utilisation mercantile des enfants comme cible publicitaire ne correspond pas à la déontologie du service public » dit le communiqué du SURT-CFTD du 3/3/82.

Si la « base » n'est donc pas indifférente à ce problème, d'où vient cette stupéfiante passivité des organisations ouvrières devant ce détournement du formidable outil de communication et d'enrichissement culturel qu'est la radio-télévision ? Tout simplement de ce que la privatisation de la radio-TV, la prise en charge par les grands trusts des nouvelles techniques (satellites, réseaux câblés) et l'extension des sphères d'application de la publicité constituent aujourd'hui un objectif prioritaire pour la bourgeoisie qui voit une possibilité de réinvestir les capitaux qu'elle ne parvient plus à faire fructifier dans les secteurs économiques en crise.

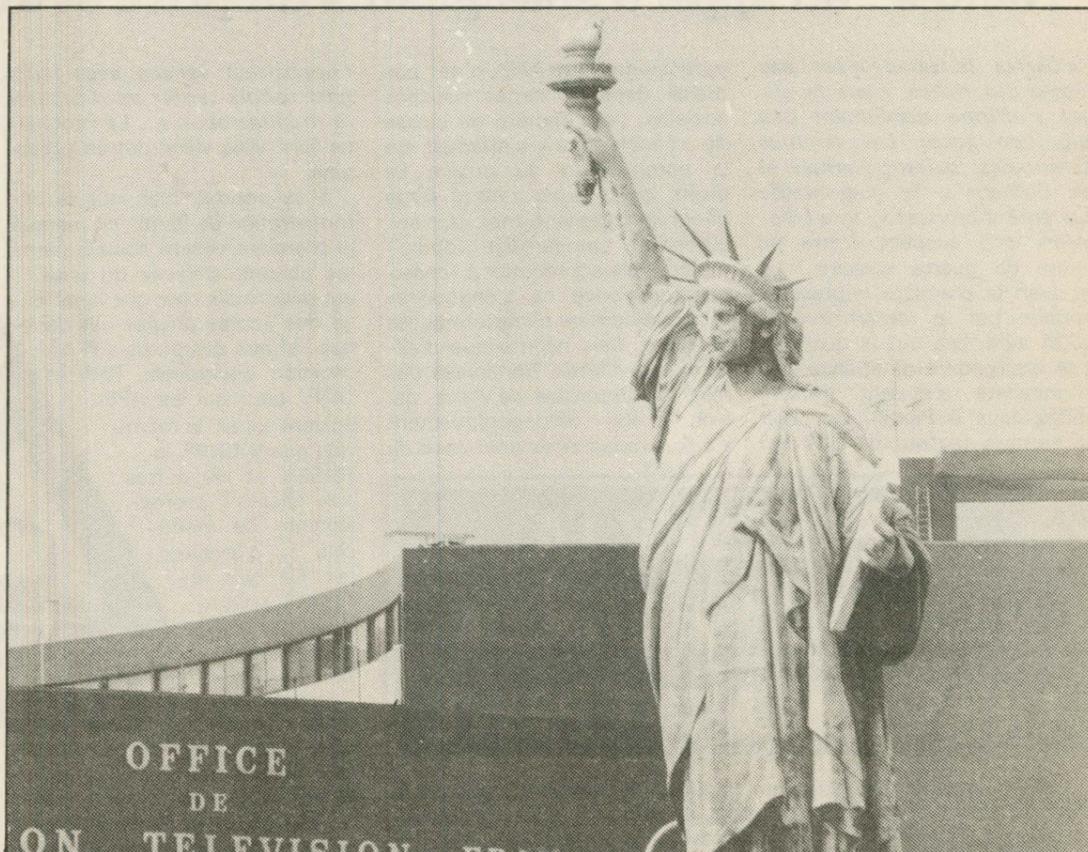
« L'aventure de la télévision par satellite est motivée avant tout par des considérations financières. Les régies de publicité RFP-TF1 et RFP-A2 ont refusé de 500 millions à un milliard de commandes d'espace publicitaire. Avec, chaque année, un chiffre d'affaires européen de cet ordre, le coût astronomique du satellite TV luxembourgeois (1) serait amorti en 5 ans (revue Médias n° 8). » Voilà qui, à l'inverse des déclarations gouvernementales, a le mérite de la franchise. Médias, bimensuel au service des entreprises qui veulent avoir recours à la publicité télévisée, ainsi que son supplément bimensuel Rush-Médias, sont fort utiles à qui veut comprendre les mécanismes de la publicité.

Vous trouverez dans Médias une analyse des programmes en fonction

du taux d'écoute des émissions, celui qui fait que tel ou tel spot publicitaire va être regardé par trois, cinq, dix millions de téléspectateurs, en fonction de l'audience de l'émission avant laquelle il va passer. Aux USA, la dictature du « rate-point » est absolue puisque le prix d'achat des espaces publicitaires est directement proportionnel au taux d'écoute de l'émission « porteuse », mesuré par des sondages très précis. En France, il en va encore un peu différemment puisque les prix ne varient qu'en fonction de l'horaire de passage du spot, et que le volume des annonces ne se négocie qu'une fois par an (en novembre). Les annonceurs ne peuvent plus ensuite que formuler des « souhaits » de programmation auprès des plannings des régies de publicité.

Les nouveaux P-DG de TF1 et Antenne 2 ont donc pu, à bon compte, manifester spectaculairement leur indépendance, en programmation — pour le premier — le bla-bla de Michel Polac à la place du show des Carpentier du samedi soir — pour le second — le documentaire « Les gens d'ici » à la place de Guy Lux. Réactions des publicitaires recueillies par Médias : « J'ai rayé "Les gens d'ici" de tous mes plans » (René Saal, P-DG de la Société Alice).

Si les publicitaires n'ont pas encore les mains libres pour le choix de leurs créneaux, ce sont eux qui, globalement, dictent leur loi. Car ils ont déjà un choix absolu, celui d'avoir recours à TF1 ou à Antenne 2, d'où la concurrence entre les chaînes pour les ressources publicitaires, d'où l'uniformisation des programmes, d'où la surenchère à la démagogie. Si 55 % des Français veulent voir une émission de variétés à 20 h 30, 30 % un film, et 15 % un documentaire, les deux chaînes passeront une variété du même type et 45 % des Français n'auront rien à regarder. C'est à ce système que Pierre Mauroy a récemment réaffirmé son soutien en déclarant : « Les Français ont droit au choix entre deux programmes de divertissement



tous les soirs. » De ce point de vue, malgré quelques mesures tape-à-l'œil, rien n'a donc changé depuis le 10 mai. Et ce ne sont les réunions d'harmonisation des programmes entre P-DG des trois chaînes, qui ont lieu maintenant toutes les semaines, qui changeront grand-chose. Quand le ver est dans le fruit... Au contraire, les satellites de diffusion directe (au profit des RTL et des Europe 1 de la télévision), l'extension de la pub à FR3 constituent de nouvelles menaces.

En attendant, les publicitaires affinent leurs techniques. Rush leur fournit, de façon rapprochée, des pronostics sur les taux d'audience, ainsi que le bilan des émissions passées. Au tableau d'honneur, la tranche de 21 h 45 le 31 décembre (avant un « de Funès ») : les annonceurs n'auront payé que 5,6 millions de centimes pour être vus par 30 millions de téléspectateurs, soit un rendement dix fois supérieur au rendement habituel. Au tableau « d'horreur », FR3 qui programme le 7 janvier au dernier moment un film en version originale au lieu du film prévu. Quelle importance puisqu'il n'y a pas de publicité sur FR3 ? Réfléchissez un peu : les téléspectateurs se sont rapportés sur la chaîne avec pub qui passait elle aussi un film (en l'occurrence Antenne 2) au détriment de TF1. Avec des pratiques pareilles, plus moyen pour les agences de publicité de se faire « mousser » auprès de leurs clients en leur conseillant de bons créneaux !

Pour aider les « pauvres » annonceurs perdus dans les nouvelles grilles de programme et désorientés par les changements de dernière heure, Médias du 28 décembre passait au

peigne fin les nouvelles grilles de programme. On y apprenait, au hasard des commentaires, que le nouveau journal d'Antenne 2 à 23 h 15 (« pour les cadres supérieurs et hommes d'affaires ») nanti d'un nouveau créneau publicitaire, sera très intéressant, de même que l'émission de rock du jeudi soir, qui attire un public « jeune » (entendez : bon consommateur). C'est donc non seulement le nombre, mais aussi la qualité de la « cible », qui compte.

Tout cela reste cependant artisanal. Le système français actuel a deux inconvénients pour les publicitaires : le côté « aléatoire » de la programmation et l'absence d'un système de sondage fiable (le CEO, seul organisme de sondage « sûr », dépend du gouvernement et garde — pour l'instant — secret le résultat de ses investigations).

Qu'à cela ne tienne ! Havas, le géant français de la publicité, s'est mis au travail. Sa filiale, Eurocom, a engagé des sommes considérables pour parvenir à un système de sondage satisfaisant (essayant, au passage, d'obtenir le concours du CEO) et surtout... il a mis toutes les données concernant la programmation et les audiences sur ordinateur. Ariane (c'est le nom de l'ordinateur) permettra à une filiale spécialisée d'Eurocom de « faire le siège des régies de publicité, pour obtenir près de 25 % de changement de programmation des messages et bénéficier d'un gain de 40 % d'efficacité/coût par écran modifié.(2) »

Pensez-vous que le P-DG des chaînes peuvent rester de marbre devant les pressions qui portent les écrans publicitaires plutôt vers certaines émissions que vers certaines

autres ? Toute l'expérience prouve le contraire.

Pour faire une bonne télévision, une télévision qui ne soit pas « à l'américaine », n'en déplaise à Libération très porté sur la pub ces derniers temps, il faut supprimer entièrement la publicité. Pour l'heure, les publicitaires dorment sur leurs deux oreilles. Certains d'entre eux, murmure-t-on, n'ont pas été pour rien dans la victoire de François Mitterrand. Dernière citation de Médias (29 octobre 1981) : « Taxe sur la publicité : pas de panique : Rien n'indique dans les déclarations officielles des pouvoirs publics que la publicité soit menacée. Jadis le Programme commun avait inscrit la suppression de la publicité de marques à la télé. Aujourd'hui au contraire, l'espace TV est légèrement accru pour 1982, essentiellement au bénéfice des PME et des collectives... Quant à l'Etat législateur, il est hors de question qu'il considère les investissements publicitaires comme des charges pour les entreprises. Le vague projet de taxe pour les entreprises, dont le pourcentage de publicité dépasserait la norme, est tout à fait exclu. Même dans le domaine médical, la communication par annonce de presse ne sera pas rayée d'un trait de plume... Crier au loup est donc prématuré. »

Oui, hélas...

Bernard Richter

(1) Projet de télévision commerciale diffusée par satellite, au départ duquel on trouve la CLT, société dont RTL et Havas sont les principaux actionnaires.

(2) Voir le passionnant dossier Havas publié par « Médias » n° 8 (avril 1981).



● **Dimanche** 20 h 35 (TF1), *Dans la souricière*, polar US de Norman Panama, avec Richard Widmark et Lee J. Cobb.

● **22 h 35** (FR3), le Cinéma de minuit inaugure un cycle « Aspects du cinéma italien », avec *Ames noires* réalisé en 1962 par Roberto Rossellini, avec Vittorio Gassman.

● **Lundi** 20 h 35 (A2), retransmis-

sion du dernier show d'Yves Montand à l'Olympia...

● **21 h 55** sur TF1, « Téléthèque » propose les images que l'ORTF de 1954 présentait aux téléspectateurs français à propos de la guerre d'Algérie.

● **Mardi** 20 h 35 (A2), « Dossiers de l'écran » consacrés à l'enlèvement de Ben Bella.

● **Judi** 20 h 30 (FR3), *la Femme infidèle*, de Claude Chabrol (1968), avec Stéphane Audran, Michel Bouquet... Le meilleur film « bourgeois » du cinéma gaullien de l'époque.

● **Vendredi** 23 h 10 (A2), *Los Olvidados* de Luis Bunuel (1950).

M. L.

- Le 24 avril la droite s'est mobilisée en défense de l'école privée

## 9 MAI, AU BOURGET, RELEVER LE DEFI

- Nantes : un appel d'enseignants du privé et du public

« Certes le privé n'est pas l'école des riches, mais le climat s'affirme résolument bon chic, bon genre. Les femmes portent des foulards Hermès et des Burberry's, la quarantaine légèrement bronzée », note Libération, peu suspect d'être un foudre de guerre scolaire... Là est bien la première impression produite par le rassemblement du 24 avril. Les beaux quartiers et la bourgeoisie catholique traditionnelle s'étaient donnés rendez-vous à Pantin. En dépit du nombre (autour de 100 000

participants), les APEL n'ont pas drainé dans de larges couches sociales. Le caractère de classe de « l'école libre » s'affichait sur la composition du public. La droite avait donc ratissé large géographiquement, mais pas socialement. Les familles populaires conduites à recourir à l'enseignement privé ne s'engouffrent pas derrière n'importe quelle bannière. Cela ne manque d'ailleurs pas d'irriter Dominique Jamet, du *Quotidien de Paris*, qui s'en prend démagogiquement « aux personnalités politiques de

l'opposition venues avec leurs gros sabots tenter de récupérer la manifestation »... La prochaine fois, elles viendront en escarpins.

Il se pourrait bien que la démonstration de Pantin ait marqué la première césure sociale parmi les parents d'élèves du privé. Il est désormais clair que la défense des écoles privées est devenue l'affaire des partis de l'opposition bourgeoise, RPR et UDF, pour qui les APEL doivent jouer le même rôle que le CNPF, la FNSEA et les autres « syndicats » professionnels de médecins ou d'architectes. Ce que reconnaît encore D. Jamet qui souligne « la portée d'un avertissement comparable à celui que donnait la FNSEA il y a un mois ».

Telle est la seconde leçon du 24 avril : les Lecanuet, Chinaud, Toubon, Gaudin, Barrot, Pelletier, étaient chez eux à Pantin. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, avertissait que son parti se mobiliserait tout entier à la première alerte. Petit succès aussi pour Anne-Aymone Giscard d'Estaing, et gros moyens (autocollants, tracts, journal) pour le Mouvement des jeunes pour la liberté de l'enseignement (reconversion du Mouvement des jeunes giscardiens).

Comme toujours, quand les Versaillais secouent le calice, la lie d'extrême droite remonte à la surface : il y avait là l'UNI, invitant à « boycotter les enseignants appartenant à la FEP-CFDT » (syndicat d'enseignants du privé pour la nationalisation) ; l'Action française, pour qui « de Platon à Marx, de Saint-Just à Hitler, la tentation a toujours été grande d'imposer par un enseignement d'Etat l'uniformisation des esprits » ; le journal *Présent*, « pour la contre-révolution catholique et française », les Associations familiales catholiques appelant à sauvegarder, en vrac, « la liberté de l'enseignement,



la liberté de choix de la mère de famille, le respect de la vie, les responsabilités de la famille, pour l'avenir de la famille et du pays ». Un peu plus loin, un tract annonce une manifestation sur le thème : « Les Français ne rembourseront pas l'avortement par la Sécurité sociale ni autrement ». La diffuseuse de *Témoignage chrétien* se fait, au passage, copieusement insultée : « bolchéviste ! », bien sûr.

Le RPR et l'UDF sous les chapiteaux, les nazillons sur le pavé autour, et l'ensemble bien dans le style de D. Jamet : « Le gouvernement a-t-il l'intention d'annexer l'école privée comme l'Argentine les îles Malouines ? (...) Une seule école, pourquoi pas un seul parti ? Imagine-t-on la contraception obligatoire ? Alors pourquoi la laïcité ? (...) »

Pour ne pas être en reste, le représentant d'une fédération de parents d'élèves du public démarre sur une citation de Georges Clemenceau : où il s'avère qu'il est prêt à mourir pour défendre la liberté des autres. En finisse donc.

Troisième enseignement de cette journée : cela faisait longtemps que la hiérarchie catholi-

que, en la personne de Mgr Lustiger, archevêque de Paris, ne s'était pas aussi ouvertement affichée aux côtés de ses alliés naturels. Trop, sans doute, au regard de ses propres intérêts. Lustiger l'a donc pris de haut, ce qui fait écrire à l'éditorialiste du *Figaro* que « si ce choix a quelque peu déçu un auditoire très combatif (...), il a l'avantage de placer l'Eglise en position de force, au cas où le pouvoir passant outre à tous les avertissements déciderait d'en finir avec l'école libre, en lui permettant alors d'intervenir solennellement et de peser de tout son poids sans s'être jamais mêlé aux affrontements politiques au demeurant légitimes ».

Il y a bien répartition des tâches entre les partis bourgeois qui occupent le terrain pour contraindre le gouvernement à renier le changement, et la hiérarchie catholique qui, pateline, se charge de verrouiller les négociations en cours, au nom de l'unité de la nation.

Il faudra donc battre la droite, en gros sabots ou en goupillon, avec celles et ceux qui, dans le privé, veulent changer l'ordre établi.

Nicolas Jeanson

### APPEL POUR LA NATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE

Cent enseignants du Sud, en Loire-Atlantique, répartis à égalité entre le public et le privé, syndiqués, pour les écoles privées, à la FEP-CFDT, pour les établissements publics, à la FEN (SNI, SNES), la CGT (SNETP) et à la CFDT (SGEN) ont rendu public l'appel suivant, au cours d'une conférence de presse, lundi 26 avril.

Ils ont fait part de leur intention de se rendre collectivement, le 9 mai, au Bourget. Leur texte, qui continue à être signé dans toutes les écoles du département où il a été envoyé, parviendra à l'ensemble des organisations ouvrières de Loire-Atlantique, ainsi qu'aux députés.

Cette initiative tire toute sa portée de la rencontre d'enseignants des deux secteurs public et privé, affirmant une volonté commune, par-delà des barrières que la droite veut dresser.

Dans ce département, où 40 % des enfants sont scolarisés dans les établissements privés, cet appel ne devrait pas manquer de susciter de multiples prises de position.

Ce que des individus, localement, ont pu réaliser, les grandes organisations ouvrières, en particulier la FEN et la FEP-CFDT, ne pourraient-elles pas le faire à une toute autre échelle ?

#### Correspondance :

Privé : Guy Herbretreau, La Bordelière, Maisdon/s/Sèvre, 44 690 La Haie-Fouassière  
Public : Henri Ledem, Appt 1480, 8, avenue des Thébaudières, 44 800 Saint-Herblain

### APPEL

Nous, enseignants du privé et du public, tenons à affirmer notre volonté de voir nationaliser sans délai l'enseignement privé, confessionnel et patronal.

#### C'EST NECESSAIRE :

— Pour enlever à l'Eglise et au patronat les moyens d'entretenir une école parallèle ;  
— pour mettre fin au dualisme scolaire que, depuis plus de vingt ans, la droite a travaillé à développer contre le service public.

#### C'EST NECESSAIRE :

— Pour défendre le principe de la gratuité totale de la scolarité obligatoire.

#### C'EST NECESSAIRE :

— Pour soustraire les enseignants exerçant dans le privé à l'arbitraire et aux pressions auxquelles ils sont aujourd'hui soumis.

Nous ne pouvons nous satisfaire d'une nationalisation au rabais qui maintiendrait le caractère propre des établissements privés et qui se limiterait, par exemple, à la généralisation des contrats d'association.

Nous disons qu'il faut, dès 1982, une loi qui nationalise l'ensemble des établissements privés, confessionnels et patronaux (CFA, etc.).

— une loi qui garantisse les situations acquises par les personnels du privé ;

— une loi qui s'accompagne des moyens budgétaires et des réformes indispensables à la rénovation du service public d'éducation.

### Région parisienne : les écoles normales d'instituteurs en lutte

LES instituteurs et institutrices en formation dans les écoles normales de la région parisienne sont en lutte, pour le droit à la formation pour tous en trois ans consécutifs.

Ce droit, en effet, est remis en cause par les dernières décisions ministérielles d'envoyer « sur le terrain » dès l'année prochaine les « normaliens » actuellement en première année. Le ministère prétend ainsi pallier les besoins urgents en maîtres dans les écoles.

Pourtant, la création de postes dans les écoles dès la prochaine rentrée ne doit pas être contradictoire

avec le maintien de la durée de formation des instituteurs nouvellement recrutés : ceux-ci ne refuseraient pas de passer un an sur le terrain, avant leur formation, à condition que leur soit garanti le retour en école normale.

Amputer la durée de formation, par le biais de l'alternance (les fameuses « doublettes ») ou par la suppression pour 3 500 normaliens de deux années de formation, porte atteinte à la qualification des maîtres.

Seul un recrutement plus massif de maîtres permettrait à la fois de couvrir les besoins immédiats non

satisfait et d'assurer, par « roulement », une formation intégrale aux nouveaux instituteurs.

Ce choix conforme à l'attente de tous les instituteurs, tant en nombre de postes à créer qu'en qualité de formation, suppose naturellement une autre politique budgétaire.

Réunis en coordination régionale, les EN ont déjà organisé une manifestation de 2 000 personnes qui, devant le refus du ministère de recevoir une délégation, s'est rendue à l'Assemblée nationale ; une représentante du PS les y a reçus. L'EN de Livry-Gargan (93) est en grève depuis mardi 27 avril avec occupation des locaux administratifs.